

# Conseil national du 9 avril

## PROJET SOCIALISTE 2012 **LE CHANGEMENT**



### SOMMAIRE

**p.2**  
► La Convention : mode d'emploi

**p.3 à 5**  
► Discours de Martine Aubry

**p.6 à 25**  
► Conseil national du 9 avril :  
extraits des interventions

**p.27**  
► Pré-inscriptions aux Primaires

**p.28**  
► Bulletin de vote

# La Convention : mode d'emploi



**Harlem Désir**

Le 9 avril, le Conseil national du Parti socialiste a adopté à l'unanimité un texte solide et ambitieux, inventif et crédible: le Projet socialiste 2012 « Le Changement ». Pendant que la droite implose, la gauche propose : alors que la majorité se fracture sur la question de l'alliance avec le Front national et que le gouvernement est

impuissant face à la crise, ce sont désormais les socialistes qui préparent l'avenir de notre pays pour tourner, avec les Français, la page du sarkozysme. Le redressement économique et industriel, le projet d'une société plus solidaire, la rénovation républicaine et le sursaut démocratique, sont les piliers de ce texte qui refuse le déclin vers lequel la droite mène notre pays, et qui apporte des réponses pour le quotidien des Français comme une nouvelle espérance pour la France.

Ce projet résulte de deux ans et demi de travail collectif au sein de notre parti. Avant son adoption définitive par la Convention nationale du 28 mai, il est indispensable que les militants mais aussi les citoyens prennent connaissance de nos propositions, les mettent en débat et les diffusent le plus largement. Martine Aubry a ainsi indiqué que des Rencontres autour de notre projet se dérouleront prochainement dans chaque département, avec les militants et ouvertes à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent: sympathisants, associations, acteurs économiques et sociaux...

Je t'invite à contribuer activement à offrir cette dynamique et cette force à notre projet pour en faire le socle de la victoire de la gauche en 2012. Une victoire qui sera, avec ce projet, placée sous le signe de l'unité, du mouvement et de l'espoir.

**Harlem Désir**  
**Secrétaire national à la coordination**

Le programme de travail adopté par le Conseil national prévoit l'organisation en mai 2011 de la Convention nationale consacrée à notre Projet.

Cette convention a pour objet de définir le projet du Parti socialiste en vue des élections de 2012. Projet du parti, ce texte doit fixer nos orientations, nos priorités et présenter nos propositions.

## Les dates à retenir

**Jeudi 19 mai**, de 17h à 22 h, vote des adhérent-e-s dans toutes les sections.

**Vendredi 20 ou samedi 21 mai**, réunion des conventions fédérales.

**Lundi 23 mai minuit** : heure limite de transmission des amendements adoptés par les conventions fédérales par l'intermédiaire du site dédié : [parti-socialiste.fr/amendementsfederaux](http://parti-socialiste.fr/amendementsfederaux)

## Organisation du scrutin

Les adhérent-e-s se réunissent en Assemblée générale de section **le Jeudi 19 mai**, entre 17h et 22h, pour se prononcer par un vote sur le texte issu du Conseil national du 9 avril.

## Les Conventions fédérales

Les conventions fédérales, composées des délégué-e-s des sections, sont organisées **le vendredi 20 ou le samedi 21 mai 2011**.

# Discours de Martine Aubry

## Première secrétaire du PS



« Mes chers camarades, Nous pouvons être aujourd'hui heureux et fiers car, au lendemain des cantonales, -je voudrais évidemment saluer ici tous nos conseillers généraux et tous nos présidents de conseils généraux- nous nous tournons immédiatement vers la France et vers les Français. Nous sommes le premier parti avec un véritable projet pour 2012. Un projet pour redresser la France, un projet pour rendre justice aux Français.

Nous devons être heureux parce que nous sommes rassemblés: ce projet, c'est le projet de tous les socialistes. C'est un projet réalisé par les socialistes, par tous les socialistes, qui réunit aujourd'hui tous les socialistes. Et qui demain, j'espère, réunira la gauche, avant, après demain, de rassembler les Français.

Dans 400 jours, les Français auront à faire un choix déterminant. Ils ont rendez-vous avec la démocratie, c'est-à-dire avec eux-mêmes. Ils ont une question en tête, une seule, déterminante : à qui allons-nous confier notre avenir ?

Chacun d'entre nous a pu le sentir ces derniers jours, ces dernières heures : les Français que nous rencontrons nous regardent avec un sourire nouveau.

Ce sourire, c'est peut-être le sentiment d'avoir été entendus par nous et de commencer à être compris. Ce sourire, c'est peut-être aussi celui d'un espoir qui commence à naître, l'espoir d'un changement possible en 2012, l'espoir d'un changement qui fera repartir la France de l'avant. Ce sourire, c'est aussi la reconnaissance du travail collectif que nous avons accompli.

C'est vrai que le chemin parcouru depuis deux ans et demi a été tout à fait essentiel. Dès le départ, nous nous sommes tournés vers les Français, car il n'y a que cela qui compte : se tourner vers eux pour les entendre et les comprendre. Nous les avons rencontrés à l'occasion d'un tour de France, à l'occasion de toutes nos campagnes.

Ils nous ont dit à la fois qu'ils souhaitent retrouver un sens à notre société, qui marche totalement sur la tête, mais aussi avoir rapidement des propositions pour répondre concrètement à leurs conditions de vie. Ils nous ont parlé, n'en déplaise au président de la République, de leur attachement à l'identité nationale, c'est à dire l'identité de la République car eux savent ce qu'elle est véritablement. Mais l'inquiétude qu'ils ont, c'est justement que cette

identité soit abîmée par le pouvoir en place. Je pense à cette femme à Grenoble qui nous a dit : « Aujourd'hui, je ne reconnais plus la France. La France n'est plus la France, la sécurité n'est plus sociale, l'assistance n'est plus publique, l'éducation n'est plus nationale. » Je crois qu'elle avait tout compris et tout dit à la fois sur notre identité et sur les menaces que la droite fait porter à cette identité.

Ce que nous demandent les Français c'est de retrouver la France, retrouver la République, retrouver la justice, redresser notre pays. Pour construire les réponses, nous avons travaillé et rencontré tout ce que compte d'intelligences, d'acteurs notre société : des intellectuels, des experts, des chercheurs, bien sûr, mais aussi des chefs d'entreprise, des créateurs, des syndicalistes, des membres d'associations. Avec eux, nous avons fait le choix d'une discussion franche, nous avons eu de véritables débats. Nous voulions d'abord être ébranlés parfois même dans nos convictions et dans nos évidences. Nous voulions qu'ils nous aident à comprendre encore mieux la société dans laquelle nous sommes, et qu'ils nous aident à trouver des nouvelles réponses.

Notre projet est aussi crédible car beaucoup de nos propositions sont venues de nos élus, des élus régionaux, départementaux, des maires, qui ont déjà avancé, qui ont déjà expérimenté, qui ont déjà innové des réponses dans beaucoup de domaines.

Dans les fonds régionaux d'investissement qui ont été mis en place après les élections régionales, nous avons trouvé l'inspiration de cette banque publique d'investissement, qui sera un outil formidable pour réinjecter non seulement de l'argent mais aussi de la mobilisation dans tous ces créateurs, ceux qui font la richesse de la France et qui sont oubliés aujourd'hui par le système financier.

Nous avons travaillé autour de nos Secrétaires nationaux, qui s'occupent de sécurité, qui d'agriculture, qui des institutions, qui de l'industrie. Nous avons travaillé avec les Députés et les Sénateurs pour qu'ils portent le fer contre le gouvernement contre les reculs qu'ils préparent, mais surtout pour proposer. On a donc vu la qualité des propositions de loi qui sont venues de nos groupes au Parlement et qui ont irrigué le travail que nous avons réalisé ensemble. Voilà, mes chers camarades, comment nous avons travaillé, et de conventions en conventions, de tour de France en forums, nous avons défini notre vision pour l'avenir et profondément renouvelé nos réponses.

Ces réponses devaient être à la hauteur du moment que nous vivons, notamment celui de ce système libéral en bout de course. Au moment où nous apprenons que les banques annoncent 21 milliards de bénéfices en 2010, et alors que 42 % des Français n'ont pas été augmentés depuis cinq ans, il faut rappeler cette réalité : depuis plusieurs années, la richesse a été totalement captée par les dividendes et les hautes rémunérations.

Nous avons fait en sorte de mettre sur les rails un nouveau modèle social, économique, et écologique. Nous l'avons dit, il faut articuler au XXI<sup>e</sup> siècle, le travail, le capital et la nature. Nous avons revisité notre rapport à l'entreprise, car dans le fond, il y a deux entreprises : il y a ceux qui créent, qui investissent, qui produisent, et puis il y a ceux qui viennent capter ces richesses pour les garder à quelques uns. Dans le fond, en 2012, nous devons tourner deux pages : celle du libéralisme financier et celle du sarkozyme. Ces deux chocs qui font que la France va moins bien que d'autres aujourd'hui. Au déclin, nous opposons le redressement de notre pays, de son poids comme de sa voix. Aux inégalités et aux divisions des Français, nous opposons la restauration de la République et de la justice sociale.

Pour redresser la France, il nous faudra répondre à l'urgence de la relance de la croissance et de l'emploi. Et pour cela, il faudra pendre en compte le problème du pouvoir d'achat.

Nous avons mis plusieurs propositions sur la table.

La première d'entre elles, nous l'avons faite il y a quelques jours lorsque, au 1er mars, le gaz a encore augmenté, de 5 %, 20 % en un an, après le pétrole. Nous avons dit au gouvernement : « Il faut changer ces formules que vous avez mises en place avec ces grandes entreprises alors qu'il y a des supers profits pétroliers, et alors qu'on peut organiser autrement la façon dont on calcule les augmentations des prix. » Il nous avait raillé, il avait dit : « Ils sont archaïques, ils ne comprennent rien ces socialistes. »

J'ai cru comprendre, ces dernières heures, qu'il s'apprêtait à trouver une autre formule pour le gaz, et à taxer les super profits pétroliers, ce que nous proposons depuis des mois et des mois. Très bien, tant mieux même, tant mieux pour les Français, mais je dirais au gouvernement : un petit effort de plus. Si vous bloquez les loyers tout de suite, parce que c'est dès maintenant que les Français n'en peuvent plus. C'est 30 ou 40 % de leur salaire qui vont aujourd'hui pour leur logement. Bloquer les loyers à la première location ou à la relocation tant qu'on n'a pas reconstruit en France les logements dont nous avons besoin, voilà une mesure que nous proposons et que vous pourriez mettre en place tout de suite !

Pour nous, le pouvoir d'achat, c'est également ces 300 000 emplois d'avenir. Mais ce n'est pas seulement du pouvoir d'achat, et Laurianne Deniaud, la présidente du MJS, l'a

très bien dit, c'est d'abord une fois de plus de la part de la gauche un signe de confiance en la jeunesse de France. Elle est énergique, elle est créative. Nous avons confiance en elle alors que la droite en a peur. Un jeune rencontré il y a quelques jours me disait : « avec Nicolas Sarkozy c'est simple, quand on reste chez nous, on est paresseux, quand on sort dans la rue, on est délinquant. »

C'est triste mais il n'avait pas tort. Nous, les socialistes, nous croyons à la créativité, à l'énergie des jeunes de France. Et nous savons qu'avec ces nouveaux emplois d'avenir, qui seront sur des secteurs variés, nous leur faisons confiance, pour créer des services, pour inventer des produits qui demain seront repris par le marché. Un seul exemple : faire en sorte de former des milliers de jeunes, pour qu'ils aillent faire un bilan énergétique dans les appartements, les logements, et qu'on puisse ensuite avec l'aide des régions, avec l'aide de l'État, faire des travaux d'isolation thermique et faire baisser la facture énergétique des Français. C'est du gagnant-gagnant. C'est un jeune qui a un travail, ce sont des artisans qui ont des commandes, c'est la facture énergétique des ménages qui se réduit, et c'est bien sûr du développement durable. C'est une mesure de cohérence d'ensemble que la droite ne peut pas comprendre. Parce que pour elle, c'est tout toujours d'un côté et rien de l'autre.

Alors, le président de la République s'en est pris par réflexe à ces propositions. C'est presque un tic : il n'accepte pas qu'on puisse réussir quelque chose sans lui. La police de proximité, ça marchait, mais ce n'était pas lui, il l'a supprimée... Les emplois jeunes, ça marchait, ils les a supprimés, etc, etc... Monsieur le président, il y a, en France, aujourd'hui, 30 % des jeunes qui vivent sous le seuil de précarité. Nous savons qu'il faut atteindre 29 ans en moyenne pour avoir un CDI dans notre pays. Et il y a 600 000 jeunes au chômage, ce n'est pas une statistique, c'est un scandale. Et vous, vous nous expliquez qu'on ne peut pas créer 300 000 emplois d'avenir. Et bien non, en effet, nous ne sommes pas d'accord.

Enfin, il nous faut retrouver la République et un profond élan démocratique. La République c'est l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le Parlement. La République ce sont des contre-pouvoirs. La justice, nous en avons beaucoup parlé avec l'ensemble des magistrats et des avocats, toute tendance confondue qui sont venus nous dire : vous avez raison de faire ce que vous proposez. Avec Elisabeth Guigou et Marie-Pierre de la Gontrie, nous les avons réunis pour faire des propositions afin que la justice soit à la fois responsable et indépendante. Quand un pays commence à douter de sa justice, il n'y a plus rien. Il est d'une urgence absolue de redonner l'indépendance et la responsabilité qui va avec, à l'ensemble du monde judiciaire. Il nous le demande et il l'attend et nous serons là. Enfin, une République moderne, c'est une organisation décentralisée des pouvoirs publics, je ne vais pas redire tout ce que nous portons avec nos élus locaux. Nous abrogerons

cette loi sur les collectivités territoriales bien évidemment, et nous ferons une troisième étape de décentralisation et cette fois ce sera une vraie étape autour de 3 principes: autonomie de gestion, autonomie financière et péréquation. C'est la façon moderne de diriger un pays, mais aussi de faire en sorte que l'État, par la péréquation, contruise l'égalité pour l'ensemble des territoires. C'est une priorité et nous la mettrons en place dès notre arrivée.

Tout cela, nous le disons, nous le ferons pour les Français et avec eux.

J'ai l'impression que notre projet porte déjà ses fruits. Au travers des sourires des Français que, comme chacun de vous, j'ai pu rencontrer cette semaine, mais je devrais aussi parler des grimaces et des invectives de la droite. Je crois que la droite s'inquiète. Le président de la République lui-même monte au créneau contre les emplois d'avenir, le Premier ministre, les ministres du gouvernement, des députés UMP. Je pense qu'ils ont bien compris que notre projet, le rassemblement qui est le nôtre pour le porter, c'est le début de la conquête. C'est dans le fond, le début de la bataille pour convaincre les Français. Et c'est peut-être la première preuve qu'effectivement une autre France est possible.

Il ne faut pas douter, les Français ne doivent pas baisser les bras, ils doivent mettre leur énergie, leur enthousiasme avec nous, pour porter ce mouvement de la France.

À quelques jours des trente ans de l'anniversaire du 10 mai 1981, je dirais une seule chose, car ce n'est pas de la nostalgie que nous devons garder, sur le message qui doit passer aujourd'hui. Le message qui doit passer est celui d'un président de la République qui a su véritablement représenter la France, son histoire, représenter de la France dans sa diversité et dans son unité. C'est ça la République. François Mitterrand n'a eu de cesse de réconcilier les Français sur toutes les grandes affaires de notre société. Nous allons, dans la lignée de François Mitterrand, construire, proposer, rassurer, rassembler, mobiliser. Voilà le chemin qui est le nôtre.

Ce projet, c'est celui de tous les socialistes. Il sera donc le projet de la candidate ou du candidat qui aura été choisi-e par les Français. Défendons-le ensemble, portons-le partout. Sachez mes chers camarades que nous avons un devoir commun, celui de défendre la crédibilité de notre projet. J'en suis convaincue, personne ne pourra l'attaquer, personne ne pourra entamer sa force si nous restons unis.

Et en ce qui concerne notre candidat ou notre candidate, chacun ici a sa préférence ou aura sa préférence, et c'est légitime. Chacun parlera le moment venu, après le dépôt des candidatures, de la force, des talents de son candidat ou de sa candidate. Mais je crois qu'il faudra se donner une règle claire : ne jamais porter discrédit à un autre camarade. Car nous avons un seul objectif, faire que les Français choisissent celle ou celui qui sera le mieux à même de porter notre projet. Et nous avons un seul devoir, le devoir de victoire ont dit certains. Le devoir de faire en sorte que l'un ou l'une d'entre nous, c'est cela l'essentiel, pour la France, pour ceux qui souffrent aujourd'hui dans notre pays, soit président de la République en 2012. Voilà ce qui doit nous réunir, voilà la seule chose à laquelle nous devons penser.

Pour le reste, c'est la force de la démocratie, c'est la force d'un parti politique qui a de multiples talents et possibilités. Faisons-le ainsi et vous verrez, les Français sauront dire là où est l'avenir, là où est pour eux le sens de l'histoire, j'en suis absolument convaincue.

En 2012, si nous agissons ainsi, oui, c'est une majorité de Français qui sera avec nous, pas seulement pour mettre un bulletin, mais aussi pour apporter leur énergie, leur générosité, leur tolérance, à faire changer véritablement la société.

Aujourd'hui notre pays est en panne d'avenir, tout le monde nous le dit, c'est ce qu'ils craignent. Croyez-le, avec nous, en 2012, l'avenir aimera à nouveau la France, j'en suis convaincue.

Merci. »

### Résultat du vote du texte

Adopté à l'unanimité des votant-e-s

Abstention : 0



P R O J E T   S O C I A L I S T E   2 0 1 2

# LE CHANGEMENT



## Conseil national du 9 avril 2011

*Retrouvez l'intégralité des interventions sur [parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)*



Guillaume Bachelay

« Chers camarades, notre projet part d'un constat : toutes les crises que nous vivons – économique, sociale, environnementale, mais aussi alimentaire, démocratique et morale – sont une seule et même crise, une crise de l'avenir.

Cette crise d'avenir, la France n'est évidemment pas la seule à en faire l'expérience brutale. Dans la mondialisation où la Chine, l'Inde, le Brésil, d'autres nations ont émergé, l'Europe n'est plus le cœur de l'Occident qui n'est plus le centre du monde : c'est un basculement de civilisation.

Comment expliquer alors que la panne d'avenir soit pour la France une secousse aux répliques plus nombreuses et plus douloureuses que chez beaucoup de nos voisins ? Poser cette question, c'est mettre le sentiment profond de notre peuple au cœur du projet socialiste. Y répondre, c'est relever le défi de 2012 – c'est combattre la fatalité voulue par Nicolas Sarkozy et l'UMP, canal historique ou canal hypocrite : ce n'est pas vrai que dans la nuit de la crise, tous les chats sont gris, que tout se vaut, qu'il n'y a qu'une seule politique possible.

Nous partons de la réalité.

D'abord, celle du déclassé social. Celui que vivent chaque jour et depuis trop longtemps les catégories populaires et les classes moyennes, les salariés du public comme du privé, mais aussi ces patrons de PME, ces artisans, ces commerçants, ces agriculteurs qui n'en peuvent plus. C'est celui que vit notre jeunesse qui mérite mieux qu'un ascenseur social réduit à un ticket de la Française des Jeux...

L'autre réalité, c'est celle du déclin de notre pays comme nation et de l'Europe comme puissance. Cette idée que l'avenir du monde se joue ailleurs, loin de nous, sans nous et même contre nous. Qu'il s'agisse d'industrie, d'université, de recherche, de commerce extérieur.

Et pourtant ! La France a tellement d'atouts pour faire la course en tête ! Notre projet le dit et le redit – atouts démographiques, géographiques, culturels, technologiques, mais aussi les énergies de la société (dans les associations, les quartiers populaires, les entreprises, les collectivités locales).

Ce sera le grand choix de 2012 : ou bien la continuité et donc l'abaissement avec la droite, ou bien le changement avec la gauche.

Notre premier défi sera le redressement de la France et de l'Europe pour un nouveau modèle de développement.

Nous voulons la vraie performance, par l'innovation et la qualité, plutôt que la compétitivité low cost des libéraux, celle de tous les moins-disants.

La vraie performance, c'est une nouvelle politique industrielle, agricole et énergétique : Banque publique d'investissement sous forme de fonds régionaux, soutien à l'agriculture de proximité, transition énergétique pour réduire notre consommation et pour sortir de la dépendance au nucléaire et au pétrole – j'ajoute les apports de la Commission consistant à revenir sur la loi NOME, à rendre la contribution climat-énergie vraiment redistributive, à assurer le contrôle public de notre filière nucléaire. Dès 2012, nous organiserons un débat national sur la transition énergétique.

La vraie performance, c'est valoriser le travail : égalité salariale femmes-hommes et renchérissement du coût des licenciements collectifs pour les entreprises qui versent des dividendes.

La vraie performance, c'est aussi remettre la fiscalité au service de la justice sociale et d'une croissance durable et riche en emplois : un impôt citoyen plus progressif avec la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu avec prélèvement à la source, revenus du capital, mais aussi bonus et stock options soumis au barème de l'impôt sur le revenu, TVA éco-modulable engagée dans le cadre du verdissement de notre fiscalité.

Nous voulons réguler le système financier. En France : c'est par exemple la surtaxe de 15 % de l'IS pour les banques affectée au financement solidaire des retraites. En Europe : c'est la bataille pour supprimer les paradis fiscaux, une agence de notation publique, la séparation des activités de dépôt et d'investissement des banques, la taxe sur les transactions financières dont le principe a été acté par le Parlement européen.

Nous voulons retrouver la croissance. Pour les jeunes : emplois d'avenir à temps plein et tuteurs bénévoles. Pour le pouvoir d'achat : conférence salariale annuelle, revalorisation du pouvoir d'achat du SMIC, écarts de rémunérations de 1 à 20 dans les entreprises avec participation publique au capital. Par l'investissement : c'est la modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction du réinvestissement des bénéfices ou la réorientation du Crédit d'impôt recherche.

Nous voulons changer d'Europe : la Commission des résolutions l'a redit hier avec force, nous ne pouvons faire sans l'Europe, nous ne pouvons continuer avec l'Europe actuelle. De nombreuses propositions figurent dans notre projet pour la réorienter, notamment un pilotage fin de la monnaie et du budget, une redéfinition du rôle et des objectifs de la BCE, la naissance de coopérations renforcées (et d'abord sur les énergies), des Eurobonds pour financer les investissements du futur ou encore un nouveau pacte commercial fondé sur la réciprocité des règles et des sauvegardes.

Enfin, nous voulons redonner à la France une voix forte dans le monde après un quinquennat de choix erratiques qui ont rapetissé la France aux yeux du monde : pour approfondir le multilatéralisme fondé d'abord sur l'ONU, créer une organisation mondiale de l'environnement, promouvoir la francophonie et le co-développement.

Le deuxième défi, c'est retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle.

Ce sont d'abord deux nouveaux chantiers à la hauteur du nouveau siècle : inventer la sécurité sociale professionnelle – avec un compte temps formation pour reprendre des études, réaliser un projet professionnel, s'occuper de sa famille – et inventer la ville du XXI<sup>e</sup> siècle – ce qui suppose notamment de plafonner le montant des loyers à la première location ou à la relocation dans les zones de spéculation immobilière et de financer 150 000 logements sociaux par an, de favoriser l'accession sociale à la propriété, de renforcer la loi SRU, de limiter l'étalement urbain, de tenir la promesse républicaine à nos banlieues – ce volet a été utilement complété grâce aux amendements.

Nous faisons de l'école, de la santé, de la sécurité, les priorités de l'alternance.

Par un nouveau pacte éducatif : il mettra l'accent sur l'accueil des tout-petits, la qualité des apprentissages en début de cycle, une refonte des rythmes scolaires, la revalorisation du métier d'enseignant ainsi que sur un parcours d'autonomie pour aider les jeunes à se loger, à se soigner et à accéder à l'emploi à travers une allocation d'études sous conditions de ressources et un dispositif nouvelle chance pour les raccrocheurs.

Nous agissons pour l'égalité devant la santé : l'hôpital public sera replacé au cœur du système de santé, des maisons de santé se développeront sur tout le territoire en lien avec les collectivités, les jeunes médecins devront exercer dans une zone de santé prioritaire pendant les premières années suivant leurs études. Notre projet prend également la mesure du défi du bien vieillir – avec la mise en œuvre de notre contre-réforme des retraites et l'amélioration de la prise en charge solidaire des personnes âgées dépendantes.

Le droit à la sécurité et à la justice sera une réalité pour tous après dix ans d'échec Sarkozy : police de proximité sur tout le territoire, sanctions proportionnées appliquées rapidement, création de 10 000 postes de policiers et gendarmes dont un millier dès 2012, renforcement des effectifs et des moyens du service public de la justice.

Enfin, c'est le troisième défi de l'alternance, nous voulons rassembler les Français autour de la République. Du discours délirant du Latran à la laïcité « positive » – comme si elle avait besoin d'adjectifs –, Nicolas Sarkozy a abîmé l'esprit républicain.

C'est d'abord bâtir une société des droits et des libertés. L'égalité entre les hommes et les femmes sera une priorité de la législature : j'ai parlé tout à l'heure de l'égalité salariale, je veux dire aussi, c'est la parité politique, que les partis qui ne présenteront pas 50 % de candidats seront privés de financement public. C'est le droit au mariage et à l'adoption

pour tous les couples. C'est la lutte contre toutes les discriminations. C'est le droit de vote pour tous les étrangers aux élections locales. C'est d'abord la laïcité, la protection de la loi de 1905, la neutralité dans l'espace et les services publics.

Nous voulons une société créative : pour l'égalité d'accès à l'art, l'adaptation des droits d'auteur à la révolution numérique avec l'abrogation des lois pénales de la droite ou encore un plan d'éducation à la culture et la pratique sportive.

Et puis, alors que ce samedi, dans un journal, les propos du ministre de l'Intérieur sont une souillure sur l'hommage rendu par un président Janus à Aimé Césaire, les socialistes s'engagent à faire respecter des règles claires et justes en matière d'immigration : loi de programmation et d'orientation, contrats d'accueil et d'intégration avec des obligations réciproques, lutte contre les filières clandestines et leurs initiateurs, coordination européenne des moyens et vrai co-développement avec les pays d'émigration.

Enfin, dans la fidélité à Jaurès, nous voulons approfondir la démocratie. Démocratie politique pour en finir avec l'hyper-présidence – stricte limitation du cumul des mandats pour les ministres et les parlementaires, lutte contre le pantouflage et les conflits d'intérêts, dose de proportionnelle aux législatives, renforcement des contre-pouvoirs (je pense aux médias) et indépendance de la justice et des magistrats. Démocratie territoriale, aussi : nous abrogerons la réforme territoriale UMP et engagerons un acte III de la décentralisation assurant l'autonomie financière, la péréquation à l'égard des territoires les moins favorisés, la présence des services publics sur tout le territoire, un programme volontariste pour les Outremer avec le logement social et les infrastructures de transports notamment. Démocratie sociale enfin – c'est par exemple la présence des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance et les comités des rémunérations.

Pour marcher vers l'alternance et déjouer les obstacles, notre meilleur atout, nous l'avons dans nos mains : notre projet. Si nous devons nous en convaincre, il suffirait de compiler les attaques dont l'UMP nous a gratifiés ces derniers jours. Les « éléments de langage » rédigés à l'Élysée sentaient bon la naphthaline.

Ce qu'ils disent des emplois d'avenir que nous proposons pour sortir les jeunes de la précarité, ils l'ont dit à Léon Blum pour les congés payés ! Ce qu'ils disent de la limitation de 1 à 20 des écarts de rémunérations, ils l'ont dit à François Mitterrand à propos de l'impôt sur la fortune ! Ce qu'ils disent de notre volonté d'imposer l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, ils l'ont dit à Lionel Jospin lorsqu'il a voulu la loi sur la parité ! Nous, ce que nous avons envie de dire à l'UMP est plus simple, plus fair-play aussi : puisque vous ne pourrez pas faire campagne sur votre bilan, montrez donc aux Français votre projet ! À moins qu'il s'agisse de celui du Front national... Notre projet, c'est notre force et c'est notre fierté. Le changement, nous l'avons écrit. Nous allons le faire. »



Laurent Fabius

« Chers camarades,  
Je voudrais commencer mon intervention par une anecdote que j'ai vécue récemment à l'Assemblée nationale. Je me trouvais avec quelques amis députés socialistes au lendemain de notre succès aux élections cantonales et voilà qu'arrivent des parlementaires de la majorité qui, semble-t-il, n'avaient pas bon moral. L'un dit : " ça ne va pas ". L'autre : " c'est perdu ". Le troisième, sur la même ligne, mais en plus triste ! Et tout d'un coup, l'un d'entre eux, peut-être s'écrie : " Au fond, notre seul espoir, c'est vous ! »

Cette remarque comporte un fond de vérité. On voit ce que M. Sarkozy, en lourdes difficultés veut espérer. Cela se résume en deux termes : diversion et division.

La recherche de la diversion se révèle tous les jours. Un jour, la droite parle de la « laïcité » - pour viser en réalité ses attaques anti-musulmans -, le lendemain de l'insécurité, le surlendemain de l'immigration. En général, ils agitent les trois en même temps. Ces thèmes sont certes importants, mais ils sont agités pour chercher à faire oublier les résultats calamiteux du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la triste réalité économique et sociale. Bref, il s'agit évidemment d'essayer de dissimuler les échecs sarkozystes en parlant d'autre chose.

Les propos de M. Guéant, éminence grise - très grise - sont le dernier exemple de cette diversion. Le jour même où M. Sarkozy prononce le discours d'entrée au Panthéon d'Aimé Césaire, il fait tenir à son lieutenant des propos qui sont exactement l'inverse de ce qu'a cru et défendu toute sa vie le poète de la " négritude ". Ce double discours doit être dénoncé.

Mon message est simple : ne tombons pas dans le piège de la diversion. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas répliquer, mais revenons sans cesse à l'essentiel : l'économie et le social. Les Français veulent des résultats. Nous avons des propositions importantes à leur faire sur le plan économique et social. Faisons-le !

L'autre aspect que recherche la droite, c'est la division. La droite, qui connaît son lot de divisions tente d'en créer de nouvelles au sein de la gauche. Ils auront recours à cette tactique. Soyons vigilants. Centrons sur l'essentiel, dans l'unité.

Ma deuxième remarque concerne notre projet. C'est un projet novateur, c'est un projet sérieux, c'est un projet qui répond aux questions que se posent les Français. C'est une " gauche des solutions ". Je souhaite remercier toutes celles et ceux qui ont participé à son élaboration et à sa rédaction. En particulier Martine Aubry qui a dirigé ces travaux. Et Guillaume Bachelay, rapporteur général : ce n'est pas parce qu'on a des liens d'amitié qu'on ne doit pas reconnaître le talent. Bravo à eux et bravo à tous.

Je voudrais évoquer un domaine sur lequel je propose de centrer notre pédagogie. C'est la question de l'emploi. Il s'agit de la préoccupation principale des Français, c'est une partie forte et convaincante de notre projet.

Nous formulons des propositions sur la relance de la croissance française, sans laquelle, en matière d'emploi, rien n'est possible. Et sur la croissance européenne. Je souhaite d'ailleurs que nous amplifions notre combat contre le fameux " pacte de compétitivité " européen, qui est en réalité un pacte de régression sociale.

Nous formulons des propositions sur le changement d'assiette des cotisations sociales, sur la fiscalité pour favoriser les PME, sur la relance du BTP, des logements nouveaux, économes en énergie.

Nous avons des propositions sur les jeunes et les seniors, qui, comme des sondages récents l'ont montré, sont de nature à convaincre les Français. Outre le développement de la formation en alternance, notre proposition des 300 000 emplois d'avenir doit être abordée sans complexe : les emplois-jeunes, avaient permis à plus de 80 % des bénéficiaires de trouver, un an et demi après la fin de leur contrat, un CDI. Ce ne sont pas, malheureusement, les entreprises qui spontanément vont permettre aux 600 000 jeunes qui sont sans emploi d'en trouver. La droite propose, au final, à la plupart des jeunes, le chômage ! Nous ne l'acceptons pas.

J'ai également souligné les dispositions nouvelles que nous proposons en matière de stage. Nous savons tous qu'il y a des abus considérables dans ce domaine sensible pour les jeunes. De même, concernant les seniors, ce qui est proposé sur le tutorat, sur la fin de la retraite couperet, sur des négociations périodiques dans les entreprises, me paraît correspondre aux attentes de nos concitoyens et à l'efficacité indispensable.

Un sondage récent réalisé sur plusieurs de nos propositions affiche des résultats impressionnants, puisque l'essentiel d'entre elles retient le jugement positif de 70, 80, 90 % des Français. Étrangement, les résultats de ces sondages n'ont pas fait l'objet de beaucoup de commentaires... Nous ne pouvons pas compter sur les autres pour faire la publicité de notre projet à notre place. Faisons-le !

Chers camarades, nous avons beaucoup d'éléments en main désormais pour gagner, à condition bien sûr que nous n'oublions pas ce que je disais au début de mon intervention : non à la diversion et la division. C'est dans cette esprit qu'il faut, en popularisant notre projet dès maintenant, mener la discussion à la fois en notre sein, et au-delà.

Ce dont il s'agit, c'est de décevoir les calculs de M. Sarkozy. C'est de répondre aux espoirs d'une majorité de nos compatriotes qui veulent une gauche des solutions et une gauche de l'union. Ne les décevons pas !

Merci. »



Michel Sapin

*« Je crois pouvoir dire qu'en tant que Secrétaire national ayant travaillé sur ce projet, nous avons plaisir, tous, à être au rendez-vous de ce projet pour 2012.*

*C'est important parce que c'est le seul moyen d'arriver à faire passer avec des mots de même nature, avec des propositions qui vont dans le même sens, des messages qui sont à la fois des messages ambitieux et des messages sérieux.*

*Puisque Guillaume Bachelay n'a pas prononcé ce terme qu'il avait l'habitude de prononcer, je vais le faire parce que je trouve cette expression très belle et résumant parfaitement bien le travail qui a été le nôtre : ce projet est sérieusement à gauche. Sérieusement à gauche, ce qui veut dire qu'il est à gauche. Pas besoin d'aller plus loin, les mesures sont en différence, pas pour le plaisir de la différence. Car cette différence est naturelle et nécessaire pour contrer un certain nombre de politiques ou un certain nombre de propositions qui viennent de la droite ; et pour réparer, mais pas seulement, parce que les socialistes et la gauche ne sont pas seulement là pour réparer, ils sont aussi là pour construire, se projeter, et faire bouger les lignes et l'avenir qui est devant nous.*

*N'ayez pas de complexe devant la machine tellement automatique de l'argumentation de droite. Quand la droite voit : " projet socialiste ", elle ne lit pas le projet socialiste, elle appuie sur un bouton et sortent quelques petites fiches argument. Première fiche argument : " puisque c'est socialiste, il n'y a que de la dépense ". Deuxième fiche argument : " puisque c'est socialiste, il n'y a que de l'impôt ". Et troisième argument, plus compliqué : " puisque c'est socialiste, cela ne peut pas nous apporter de bien-être, de richesse, de croissance supplémentaire ".*

*Alors sur ces trois sujets, il y a des mesures nouvelles, il y a donc des dépenses nouvelles, mais dans un cadre que nous avons souhaité travailler sérieusement et qui permet : 5 milliards d'euros de mesures nouvelles par an multipliés par 5 donnent 25 milliards. Et les mêmes qui en une seule année, avec la réforme de la taxe professionnelle et la baisse de la TVA dans la restauration, ont dépensé dix milliards, répétables chaque année, seraient là pour nous faire la leçon lorsque nous disons que nous, c'est cinq milliards pendant cinq ans.*

*N'ayez aucun complexe de ce point de vue-là ! Oui, nous avons des priorités, oui, nous avons des moyens supplémentaires, mais nous le faisons dans un cadre qui, à l'évidence, tient beaucoup plus compte du réel. Parce que c'est le réel qui permet d'aller ensuite plus loin qu'ils n'ont pu le faire eux-mêmes au cours des quatre dernières années, au cours des dix dernières années.*

*La question des impôts. Nous aimons jouer avec les mots, et cela peut aussi m'arriver. Au*

*cours des dix dernières années, ils ont baissé les impôts de 74 milliards d'euros. Est-ce que vous avez le sentiment, autour de vous, que tout le monde a bénéficié de cette baisse d'impôts de 74 milliards ? La caractéristique de ces baisses d'impôts est qu'elles étaient catégorie par catégorie, cible par cible. Et quand vous regardez les catégories ou les cibles, vous vous apercevez que tout ceci se réunit pour ne plus concerner que quelques catégories très précises, et au fond, sans vouloir utiliser des mots trop caricaturaux : les plus aisés, les plus riches des Français. Ce sont eux qui ont globalement bénéficié de ces 74 milliards d'euros.*

*Sur ces 74 milliards d'euros de baisses d'impôt ciblées, nous voulons récupérer une cinquantaine de milliards, pour en affecter 25 milliards à la diminution des déficits et 25 milliards, 5 multipliés par 5, pour mener des politiques nouvelles. Ils nous disent : " Ils veulent faire monter les impôts ! ", comme si on allait faire monter les impôts pour tous. Mais non, ces 50 milliards qui ciblaient quelques-uns, ce sont les mêmes qui auront à contribuer, c'est quand même le juste retour des choses.*

*Ne vous laissez pas entraîner dans ce débat-là. Il y a une très belle réforme fiscale qui est derrière cela : la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, qui est absolument nécessaire. Vous savez bien qu'aujourd'hui, la CSG rapporte beaucoup plus que l'impôt sur le revenu. Que la CSG est proportionnelle au revenu : même pourcentage pour tout le monde, quel que soit le revenu. Alors que l'impôt sur le revenu est censé être progressif. Nous fusionnerons les deux parce que nous pensons qu'il faut remettre de la progressivité, y compris dans la CSG.*

*Cette réforme-là n'est pas une réforme pour rapporter de l'argent supplémentaire, elle est une réforme pour qu'il y ait de nouveau de la justice fiscale dans la manière dont les Français contribuent à l'intérêt général, au budget de l'État, au budget de la Sécurité sociale et au redressement de la France.*

*D'un côté, nous augmentons les impôts pour ceux qui ont bénéficié des baisses d'impôt, et de l'autre, nous faisons une réforme fiscale très vaste, très ambitieuse, pour remettre de la justice dans le mécanisme fiscal, qui a totalement perdu cet aspect de justice.*

*Et puis, troisième point, la croissance. Nous ne nous sommes pas fixé un objectif pour 2012, c'était la droite qui avait dit : " On va faire 2,5 % en 2012. " Ils sont obligés d'en rabattre aujourd'hui. Ils sont arrivés à un objectif de 2 %, et ce sera en dessous de 2 %. Quand nous nous fixons sur cinq ans, au cours de nos cinq ans, et compte-tenu des politiques que nous menons, et tout particulièrement dans ce que Guillaume Bachelay a appelé " la vraie productivité ", j'appelle cela la productivité par le haut, la*

montée en gamme. Quand nous disons que par ces politiques-là, nous pouvons nous fixer de manière honorable un objectif de 2,5 %, nous sommes raisonnables. Est-ce qu'on atteindra 2,5 % ? On peut aussi dépasser ce 2,5 %, auquel cas il y aura des richesses supplémentaires qu'il faudra là aussi savoir redistribuer dans de bonnes conditions. C'est d'ailleurs le chiffre que le gouvernement lui-même s'était fixé comme objectif pour 2013 et 2014. Raisonnable quand ce serait lui, irraisonnable quand c'est nous ? J'ai tendance à penser que c'est irraisonnable quand c'est lui, parce qu'il ne prend pas les moyens pour aboutir à ces 2,5 % ; et que c'est beaucoup plus raisonnable avec nous parce que nous prenons les moyens, en termes de politique industrielle et de politique de justice, pour atteindre ce niveau de 2,5 %.

Nous n'avons à avoir aucun complexe bien entendu, au fond, quant aux mesures que nous proposons. On n'a pas à en avoir

non plus quand on regarde un tout petit peu derrière nous. Il y a un endettement considérable aujourd'hui, nous nous fixons comme objectif impératif de diminuer l'endettement de la France. Quelles ont été les périodes, au cours des quinze dernières années, où l'endettement de la France a diminué ? Cinq ans avec la gauche. La période où l'endettement n'a cessé d'augmenter ? Les dix années de la droite. Quelle est la période où nous avons dépassé les 2,5 %, où nous avons même dépassé en moyenne 3 % de croissance au cours des quinze dernières années ? Cinq ans de période de gauche, et pendant les dix années qui ont suivi, 1,5 % de moyenne, peut-être même moins de 1,5 % de croissance au cours des dix dernières années. Alors, si on regarde derrière nous, on a été meilleurs. Cela nous donne des arguments pour être bons devant, et si nous regardons les propositions qui sont dans ce projet, nous sommes armés pour pouvoir redresser la France et construire l'avenir. »



Henri Emmanuelli

« Je voudrais juste faire trois remarques. La première sur le projet. Je pense que c'est un bon projet. Chacune et chacun pourrait estimer qu'il manque du sel ou qu'il y a trop de poivre, mais c'est un bon compromis parce qu'il a l'avantage de parler à tous.

Nous avons souvent eu dans le passé un problème d'expression, de formulation politique, qui faisait qu'on parlait beaucoup aux bac +5 et aux bac +10, mais avec plus de difficultés aux bac tout court ou bac moins quelque chose. L'avantage de ce projet est qu'il comporte des mesures qui, pour certaines et certains, peuvent apparaître comme étant simplistes, mais qui parlent à l'opinion publique.

La deuxième remarque que je voudrais faire concerne ce qui se passe aujourd'hui en Europe. Je pense qu'en matière financière, les ingrédients d'une future crise sont toujours présents dans la réalité, qu'il s'agisse de la régulation financière, qui est à peine ébauchée mais pas mise en pratique, qu'il s'agisse des dark pools, les places sombres, qu'il s'agisse des places boursières ou des paradis fiscaux, qu'il s'agisse du volume de la bulle financière. Il y a aujourd'hui 600 à 700 000 milliards de dollars d'OTC (over-the-counter) en circulation qui ne semblent préoccuper aucune de nos instances internationales chargées de veiller sur la bonne santé financière de la planète... Je pense qu'on n'a pas progressé, et l'Europe n'a pas, à ce jour, résolu ces problèmes. Par rapport à ces défis, il ne faut pas garder la tête dans le sable, et j'ai le sentiment qu'on continue à penser que ce que nous faisons

sera suffisant. Je pense que ça ne sera pas suffisant. Je résumerai cela en disant : espérer que des pays, qui paient des taux d'intérêt de cinq, six, dix points parfois pour la Grèce et qui ont des taux de croissance inférieurs à 1 %, vont rembourser leur dette, est un non-sens, et tout le monde le sait.

Par rapport à ce non-sens, je vous encourage, après le projet, à continuer à travailler sur ces questions-là et à faire des propositions. Ce n'est pas simple, parce que nous ne sommes pas seuls, il y a le Parti socialiste européen et d'autres pays avec lesquels nous avons d'ailleurs déjà entamé des réflexions intéressantes. Je crois qu'il faut continuer, parce que l'une des raisons majeures de la défiance envers la politique, c'est le sentiment qu'a l'opinion publique, ou qu'ont les opinions publiques, de l'impuissance des politiques.

L'affaire du Portugal, cela fait un mois, deux mois qu'un certain nombre d'entre nous sait que le Portugal va connaître des difficultés lourdes. Dans certains couloirs, on disait même " Le Portugal va tomber ". On a fait comme si cela n'arriverait pas. La question reste posée, celle de la restructuration de certaines dettes, et celle de la mise en place de mécanismes qui devraient mettre à l'abri aujourd'hui les gouvernements de la dictature des marchés, ou en tout cas de la prégnance des marchés.

On sait que c'est par la Banque centrale européenne qu'il faut passer, en lui permettant un accès direct à cette dette souveraine. C'est ce que font les États-Unis.

*Tant que ce ne sera pas fait, nous serons potentiellement dans l'impasse.*

*Le dernier point que je voudrais évoquer concerne ce qui est devant nous pour un an. Chers amis, mes chers camarades, je pense que notre projet est une bonne base pour celle ou celui qui sera notre candidat. Je ne crois pas à l'inspiration charismatique du grand chef ou de la grande cheftaine qui d'un seul coup découvrirait les solutions qui s'imposent et que la réflexion collective n'a pas su discerner. C'est un récit de droite. La théorie du chef qui sait et qui va mener les foules, ce n'est pas tellement dans la culture de la gauche.*

*Ce que nous allons vivre, ce n'est pas la déclinaison du projet. Mais c'est une séquence où M. Sarkozy va essayer d'imposer ses thèmes. Notre principale difficulté dans l'année qui vient va être de ne pas nous laisser imposer les thèmes que choisit la droite pour en faire le fond de la campagne électorale. Ce n'est pas un petit exercice. Je pense que cela suppose de notre part d'abord une certaine vision stratégique, mais aussi une*

*cohérence plus forte entre le parti et entre les groupes parlementaires. Je veux dire cohérence en anticipation.*

*La seule chance de la droite c'est nous. Ils l'ont compris, mais on le sait aussi. Je parle du nécessaire rassemblement de la gauche, mais aussi de notre capacité à ne pas nous laisser déborder par des sujets qui ne sont pas les nôtres et sur lesquels nous ne sommes pas dans la meilleure position. Je sais bien que dans les esprits aujourd'hui une autre question domine ou va dominer : " Qui va être votre candidat ? Votre projet c'est bien mais tant qu'on ne saura pas qui le porte, cela reste quasiment un détail. " Non, ce n'est pas un détail. L'opinion publique est intéressée par ces propositions, elle sera sans doute passionnée par l'identification de notre candidate ou de notre candidat. Je crois que nous devons tenir bon. Nous avons su, et j'en remercie la Première secrétaire, tenir la stratégie jusqu'au projet, maintenant il faut le faire vivre, et surtout ne pas se laisser imposer les thèmes que M. Sarkozy va essayer de mettre en avant pour sortir de la situation désespérée dans laquelle il se trouve. »*



**Pierre Moscovici**

*« Le Parti socialiste entre avec ce Conseil national dans la dernière ligne droite. C'est l'issue d'un cycle de travail qui aura duré près de deux ans, depuis la Convention nationale sur le nouveau modèle de développement que j'avais animée, en passant par celle sur la rénovation, confiée à Arnaud Montebourg, celle sur l'international que Laurent Fabius avait guidée, et puis celle sur l'égalité réelle que Benoît Hamon avait menée.*

*Chacun a sa lecture de ce projet, mais il est un ensemble cohérent et crédible de mesures pour 2012, avec un chiffrage de nos propositions, de nos marges de manœuvre, pour un gouvernement de gauche en 2012. La formule " sérieusement de gauche " me va. Je veux remercier le travail qui a été réalisé sous la houlette de Guillaume Bachelay et des rapporteurs. Je crois enfin que l'institution d'un conseil politique qui regroupe les principaux dirigeants du Parti socialiste, a été une initiative très heureuse. Cela prouve qu'il y a un fonctionnement collectif au Parti socialiste.*

*Ce n'est pas une proposition qui nous fera gagner en 2012, c'est le récit, l'histoire, la vision que nous proposons aux Français, la volonté de redresser un pays en déclin, de lui redonner des perspectives collectives. J'ai depuis longtemps été partisan de ce qu'on appelle le " socialisme de la production " : il faut répartir plus justement. Mais on ne peut redistribuer que ce qui a été au préalable produit. Si on n'a pas de nouvelle croissance, il n'y a pas de rebond de l'emploi possible, il*

*n'y a pas de perspectives pour la jeunesse, il n'y a pas de garantie du modèle social, il n'y a pas de préservation des services publics. C'est pourquoi, pour ma part, je retiens d'abord de ce projet un plan d'investissement, une volonté de relancer la production, de soutenir l'industrie, de dessiner la France de demain, innovante, compétitive, et par conséquent juste. Nous devons redonner aux Français l'envie d'un avenir meilleur avec nous. Et c'est au fond la seule réponse à apporter à la montée du Front national et aux discours diviseurs et de diversion de la droite. Et je me réjouis à ce titre de notre volonté de rebâtir une République exemplaire. Tout juste aurais-je aimé, à ce titre, que nous nous penchions un peu plus, mais il est temps encore, sur la question des banlieues et sur la décentralisation.*

*La banlieue, ou les quartiers, il faut toujours garder à l'esprit qu'en matière d'égalité réelle, un enfant sur deux dans les quartiers populaires vit sous le seuil de pauvreté. Je crois donc qu'il nous faut aller plus loin dans nos propositions pour que la République n'ait plus à rougir de sortes de ghettos. Et là encore, je crois que l'urgence va à l'emploi.*

*J'approuve pleinement la proposition sur les emplois d'avenir. Je crois que la critique que fait la droite là-dessus est particulièrement ringarde parce qu'elle critique justement quelque chose qui a marché. Les chiffres sont imparables là-dessus. Mais j'aurais aimé, à ce titre, qu'une partie importante de nos 300 000 emplois d'avenir*

soit en quelque sorte fléchée sur les habitants des quartiers, qu'on se pose aussi la question d'exonérations de charges ciblées pour les entreprises.

Je ne crois pas à la thèse du chef qui sait. Nous avons appris en 2002, comme en 2007 d'ailleurs, qu'un candidat socialiste devait porter un projet socialiste, qu'il avait besoin d'un parti, qu'il avait besoin d'élus mobilisés ; et le projet que nous allons voter doit inspirer n'importe quel candidat socialiste. Ce projet, je le dis, sera évidemment central dans notre campagne. Il est compris par les Français qui en approuvent massivement les principales mesures, et je crois que c'est tout à fait de bon augure.

Mais ce texte ne doit évidemment enfermer personne. Nous sommes sous la V<sup>e</sup> République, et en V<sup>e</sup> République, les partis jouent un rôle éminent. C'est encore plus vrai à gauche. Nous avons le goût des textes, nous avons l'amour des projets, nous avons le respect des programmes, mais il n'y a pas non plus sous la V<sup>e</sup> République de mandat impératif.

Le candidat des socialistes devra partir à la rencontre des Français armé du projet de son parti, mais aussi de ses propres idées. Il pourra encore hiérarchiser les propositions, il pourra en proposer d'autres qu'il aura imaginées.

Je pense que l'intelligence de notre projet est de pouvoir servir à tous. C'est pourquoi je vais le voter avec grand plaisir sans m'interdire dans le débat, comme militant, d'y apporter des compléments et des éclairages, dans l'esprit collectif bien sûr.

J'ai la conviction qu'au terme du travail commun qui connaît aujourd'hui une étape importante, nous aurons franchi une étape justement essentielle vers la perspective qui nous mobilise tous : gagner en 2012, non pas pour nous-mêmes, mais pour redresser le pays, pour remettre la justice sociale au cœur des politiques publiques, pour refaire une République exemplaire et pour réorienter l'Europe. »



Laurianne Deniaud

« Les jeunes de notre pays nous ont adressé un message fort. Ils ne nous demandent aucun privilège, ils ne nous demandent aucune faveur, ils ne veulent pas la charité, ils ne veulent pas quelques petits gadgets, ils ne veulent pas de mesures catégorielles. Ils veulent tout simplement conquérir leur place dans la société française.

Nous avons 393 jours pour être à la hauteur devant tous ces jeunes de France qui nous attendent. Nous avons 393 jours pour prouver que le changement, c'est donner sa chance à cette jeune fille qui habite dans une petite ville, et dont les parents ne sont pas assez pauvres pour qu'elle puisse aujourd'hui bénéficier des bourses ou des aides, et surtout pas assez riches pour pouvoir financer ses études. Voilà l'ambition du parcours d'autonomie que nous mettrons en place, qui est approuvé par 93 % des jeunes aujourd'hui. C'est aussi le dispositif nouvelle chance pour les jeunes qui n'ont pas eu de qualification.

Nous avons 393 jours pour prouver que le changement, c'est de faire en sorte que cet ouvrier et cette caissière puissent passer le pas de ces agences immobilières qui affichent en vitrine des loyers tout simplement trop chers, et qu'avec cette chambre en plus qu'ils pourront demain avoir, ils puissent tout simplement construire une famille. Mettre fin à la hausse insensée du coût du logement par la mise place d'un dispositif d'encadrement des loyers, voilà ce que nous proposons pour que leur rêve puisse enfin se concrétiser. C'est une des mesures les plus attendues, 86 % des

Français y sont aujourd'hui favorables.

Nous avons 393 jours pour prouver que les jeunes issus des familles pauvres ne sont pas condamnés à de pauvres universités, pendant que les jeunes issus des familles les plus aisées iront dans les riches grandes écoles.

Nous avons 393 jours pour dire que nous n'acceptons pas que la carte nationale d'identité soit un permis avec plus ou moins de points en fonction de la couleur de peau de son titulaire.

Il nous reste 393 jours pour faire passer ce message : même poste, même entreprise, même salaire. Nous y parviendrons en imposant des plans contraignants de réduction des écarts de salaires entre les femmes et les hommes.

Nous voulons aujourd'hui dire aux jeunes de France que les socialistes connaissent leur talent et leur créativité. Beaucoup de ces jeunes ont le sentiment que trop de responsables politiques leur ont menti. Parce que vous savez, on réforme toujours en notre nom, mais sans jamais nous écouter. Nous ne promettons pas aujourd'hui le paradis sur terre dès demain matin, mais nous proposons aux jeunes d'avoir la place qu'ils méritent. Les jeunes socialistes ont porté ce message pour construire ce projet. Offrir aux jeunes une vie en mouvement, leur permettre de transformer leur histoire, c'est la plus belle ambition que l'on peut offrir aujourd'hui à cette génération qui n'attend qu'une chose : le changement. »



Vincent Peillon

« Chers amis, chers camarades, la France vit depuis 2002 et cela s'est accentué fortement après 2007, une période particulièrement difficile de son histoire. Nous avons non seulement une France profondément affaiblie sur le plan économique, qui n'a préparé aucun des investissements nécessaires pour faire face aux différents défis qui nous attendent.

Nous avons une France dans laquelle les inégalités sociales ont explosé, qu'ils s'agissent d'inégalités entre des territoires abandonnés, territoires ruraux, ghettos urbains ; que ce soit des inégalités entre les générations, avec une jeunesse qui se retrouve à nouveau comme nous l'avions trouvée en 1997 pour 25 % d'entre elle au chômage, et pour le reste, souvent, sauf les hyper diplômés, dans la précarité et la difficulté ; des inégalités de revenus qui se sont encore accrues.

Mais la France est encore plus abîmée par un récit et par des agressions sur son identité républicaine. Comme dans une période sombre de notre histoire, où c'était l'État et non pas la France républicaine qui avait pris cette responsabilité, elle s'est définie dans ce qui aurait dû être un grand débat national, et qui heureusement, organisé par les préfetures, a avorté, par rapport aux étrangers. Pas par rapport à ses valeurs, pas par rapport à la raison, pas par rapport à l'éducation, pas par rapport à la liberté, pas par rapport à l'égalité, non, par rapport aux étrangers.

Quand on pense que ce président de la République a commencé par une définition de la laïcité positive qui ne voulait strictement rien dire sinon sa reconnaissance des communautés. Il a osé expliquer que la loi de 1905 était une loi de conflit et non de pacification. Quand il a écrit que pour décider de la vérité d'une existence, le pasteur ou le curé étaient au-dessus de l'instituteur, il a attaqué ce qui fait l'unité et la définition même de ce qu'est la France républicaine.

Notre France, ce n'est pas celle de l'alliance de la royauté et de l'Église. Notre France, c'est celle des conquêtes de la Révolution française inachevées. Je suis heureux que le travail accompli dans le cadre du projet ait permis de fixer notre exigence à ce niveau de préoccupation et à ce niveau d'affrontement. Je suis content du travail qui a été effectué, nous avons pris la mesure de problèmes qui ne sont pas les nôtres, qui sont les problèmes de la France.

D'abord en répondant, comme cela a été dit, à cette situation préoccupante qu'est la crise même de l'avenir. Nous voyons bien que notre pays n'est plus capable de se projeter. Lorsque l'horizon s'obscurcit, lorsque nous ne sommes plus capables d'anticiper ce que nous devons faire, de voir loin, ce qui est la seule façon de voir juste, la démagogie, la défaite

de la raison s'installent, et les extrémismes peuvent prospérer.

Le projet répond à cette crise de l'avenir. La droite ne s'y trompe pas. Regardez la violence des attaques à la fois sur le projet, et en même temps par les manipulations politiques qui s'organisent autour de Jean-Louis Borloo, et peut-être de Nicolas Hulot.

Nous répondons à cette crise de l'avenir par une multitude de mesures justes. Les contrats d'avenir, notre préoccupation pour un nouveau modèle de développement capable de ne pas se consommer et se détruire lui-même. Nous le faisons en privilégiant l'investissement par la modulation même de l'impôt sur les sociétés. Nous le faisons aussi lorsque, contrairement à ce pouvoir, nous disons que c'est un objectif pour des socialistes d'être capables de réduire la dette que la droite a constituée en faisant des cadeaux fiscaux aux plus riches et sans être capable d'investir dans l'avenir.

Le projet répond de façon moderne, de façon audacieuse à ces exigences. J'entends des gens dire : " Il n'y aura rien de nouveau. " Enfin, mes amis, est-ce que nous mesurons, dans les débats que nous avons eus depuis dix ans, l'importance de notre nouvelle approche de la régulation internationale ?

Lorsque des socialistes internationalistes, fondamentalement européens, ayant participé de toute leur âme à la construction de l'Union européenne, disent : " Aujourd'hui, non seulement, nous devons réorienter l'Europe comme nous l'avons toujours dit, par une fiscalité commune, par un budget, bien entendu, par des grands travaux, par une ouverture vers le Sud ", et que nous rajoutons qu'il faut aussi revoir la politique commerciale qui est celle de l'Europe, nous atteignons quelque chose d'essentiel dans la définition même de ce qu'était le projet et dans la conception qui est la nôtre de la régulation internationale. C'est une nouveauté absolue. Les écluses tarifaires, par rapport à nos doctrines traditionnelles, sont fondamentales.

Cette révolution fiscale que nous attendions depuis si longtemps est au cœur du projet. À nouveau l'éducation, et sans démagogie, en disant : " Oui, pour des républicains et pour des socialistes, la reproduction des inégalités dans l'école est un crève-cœur. " Mais il ne suffira pas d'arroser le désert. Il faut au préalable être capable de s'assurer des grandes réformes sur le temps scolaire, sur le métier d'enseignant, des grandes réformes qui nous permettront d'assurer que ces moyens permettront enfin la lutte contre la reproduction des inégalités.

Il y a dans ce projet des avancées intellectuelles, des avancées programmatiques qui font sens et que nous pouvons porter avec fierté auprès de

nos concitoyens. Pour des socialistes, la République, c'est bien sûr la démocratie, et la démocratie jusqu'au bout, mais c'est aussi la République sociale, c'est la lutte contre les inégalités. C'est assumer l'égalité des conditions. C'est penser qu'effectivement un pays ne peut pas se développer avec des écarts de revenus et une idéologie du " tout fric " qui est celle de Sarkozy.

Nous avons à faire des réformes et nous le faisons, sur la question démocratique. Un nouvel acte de la décentralisation, l'organisation de l'espace public autour des médias, des avancées sur le cumul des mandats et sur la vie parlementaire. Mais nous avons aussi à axer et à mener le débat dans cette lutte permanente contre les inégalités. Inégalités qui concernent l'école, mais aussi le logement, les revenus, le pouvoir d'achat et les conditions de vie de nos concitoyens.

L'année qui s'ouvre va être une grande année politique, pour les socialistes bien sûr, pour la France à l'évidence, et pour l'Europe, souhaitons-le.

Nous ne sommes pas uniquement dans un exercice académique, nous sommes dans un combat politique qui exige de chacun d'entre nous le meilleur. La seule raison que nous aurions de perdre en 2012 serait de ne pas être à la hauteur du devoir de victoire qu'exigent nos concitoyens, ce serait que chacun d'entre nous se replie sur ce qu'il y a de petit, d'ambition individuelle, d'animosité. Nous allons devoir nous rassembler, nous le faisons. Nous allons devoir rassembler la gauche, nous allons devoir rassembler les républicains, nous allons devoir rassembler les Français. C'est le début d'une grande année, c'est un bon départ, je salue ceux qui ont permis que ce soit le cas. »



Christian Paul

« Il nous fallait reconstruire une force politique. Il nous fallait refonder la pensée de gauche par un travail en commun. Il nous fallait sans retard écrire un projet de société. Avons-nous réussi ? Nous le saurons au printemps 2012.

Nous avons fait ce projet avec des acteurs de terrain et avec les innovateurs du quotidien ; avec des militants associatifs et des syndicalistes ; avec des chercheurs et des producteurs de connaissances. Le projet n'est pas une boîte, c'est une mise en mouvement.

Ce projet n'est pas hors du sol, il est bien enraciné dans l'histoire de la gauche. Ce projet refuse l'impuissance politique, celle que les néolibéraux accouplaient à l'infailibilité des marchés, au moins jusqu'en 2008, au moins jusqu'à ce jour où une banque américaine s'écroula, signant aussi ce jour-là l'effondrement idéologique de nos adversaires, mais il est vrai, pas encore leur défaite politique.

La droite qui peine à contester nos propositions concrètes rêve de nous enfermer dans le passé. Mais cela ne prendra pas, car nos valeurs sont celles de la République. Nous avons démontré dans ce texte notre capacité à imaginer, à réinventer l'action publique et à révolutionner nos manières de faire sans tabou. Notre projet appelle au changement, mais ils vont tenter de le réduire, de l'abaisser. Ils auront pour cela tous les faussaires et tous les apôtres de mauvaise foi.

Redressement et nouvelle croissance, justice et respect, République et démocratie : c'est désormais le projet visible, audible, lisible des socialistes. La droite avait confisqué indûment l'idée de réforme par un insupportable chassé-croisé. Nous étions décrits comme les conservateurs, les défenseurs immobiles d'un monde finissant, et pendant des années, c'est vrai, les Français ont douté.

Nous faisons, chers amis, une toute autre démonstration ces jours-ci. Oui au salaire maximum et au plafonnement des loyers. Ce combat prend les inégalités à la racine, dès la petite enfance, dès la prévention pour la santé, dès la prise en compte de la pénibilité pour les retraites, dès le premier acte de délinquance pour la tranquillité publique.

Mais pour investir dans l'avenir, les marges de manœuvre ne sont pas seulement dans les budgets publics. Nous romperons avec les privilèges fiscaux ou avec les cadeaux sans conditions, il y en a tant pour les plus riches. Les marges de manœuvre sont aussi dans la société, dans notre capacité à remettre en mouvement un pays tétanisé par la crise.

Jouons l'unité, jouons toutes les générations, et ensemble, faisons gagner ce projet. »



Harlem Désir

« Au-delà des félicitations d'usage, je suis fier de nous voir rassemblés autour d'un projet solide et ambitieux, inventif et crédible. Grâce à l'effort collectif, le Parti socialiste est le premier parti de gouvernement à présenter aux Français un projet pour 2012. Et je voudrais en remercier celle qui a permis à notre Parti de se rassembler autour de ce projet et qui en a conduit l'élaboration, notre Première secrétaire Martine Aubry. Les Français attendent un changement et avec ce projet, nous avons posé un acte politique majeur qui ouvre le débat du changement attendu pour 2012.

Depuis 2007, Nicolas Sarkozy a fait plonger le pays dans le déclin. Mais les Français ne sont pas déprimés, ils sont en colère. Ils sont en attente d'autre chose. Pour le rendez vous de 2012, notre projet doit être un nouveau trait d'union entre la gauche et les Français. Il répond à trois grandes questions des Français :

- la nécessité d'une stratégie de redressement économique, contre le sortilège du déclin et du déclassement aussi bien collectif qu'individuel ;
  - un projet de société qui porte une vision pour l'avenir du pays et des solutions concrètes pour la vie des Français. Les Français sont prêts à des changements pour sortir le pays de l'ornière, pourvu que cela ait du sens pour préserver leur modèle de société et renforcer le modèle social et non pour les démolir.
  - Et enfin de nouvelles avancées démocratiques, une respiration contre l'étouffement pratiqué par la droite, de nouveaux équilibres des pouvoirs et une refondation du pacte républicain.
- Bref, ce projet tourne la France vers l'avenir, au moment où la droite se perd dans les errements du passé en courant derrière le Front national. (Il donne " un temps d'avance " à la France, n'est-ce pas mon cher Bertrand).

C'est le projet d'un parti qui pense le monde du XXI<sup>e</sup> siècle et qui agit pour le changer. Il restaure le rôle de l'État partout où il est indispensable face aux dégâts de la dérégulation et de la financiarisation, il réconcilie l'individu et le collectif, il refuse que la société se fracasse sur le communautarisme et propose de reprendre le chemin de la conquête de l'égalité réelle et de nouveaux droits : pour l'emploi des jeunes, le logement, la santé, etc.

C'est un projet de rupture complète avec le sarkozysme, c'est à dire pas simplement avec un homme mais avec un système qui broie les travailleurs, qui abîme la République, qui abaisse la France. Ce projet invente l'après-sarkozysme, pour redonner confiance à notre pays. Désormais, nous tournons la page du sarkozysme et nous invitons les Français à écrire un nouveau chapitre de notre histoire.

Alors j'entends depuis quelques jours les critiques de la droite, et je les prends pour ce qu'elles sont : la majorité panique totalement, et son sectarisme stérile fait encore perdre du temps à notre pays. C'est l'opposition désormais qui réfléchit et travaille sur le quotidien et l'avenir des Français. Et je le dis en toute franchise : les socialistes ne cherchent pas à gagner leur crédibilité aux yeux d'un gouvernement

discrédité, nous ne voulons mériter notre crédibilité qu'aux yeux des Français. Seul le jugement des Français nous importe.

Les Français, que ce gouvernement a complètement abandonnés, oubliés, effacés... Les Français, dont il a choisi d'ignorer le message aux cantonales comme il avait choisi de ne pas les entendre sur les retraites. Les Français qui dérangent la droite lorsqu'ils votent mal, qui ne sont jamais entendus mais qui n'attendent, de toute façon, plus rien de ce pouvoir. En fait Nicolas Sarkozy est devenu tellement impopulaire qu'il voudrait présider une France sans les Français, un pays sans peuple qui puisse protester contre ses échecs, un pays où il n'y aurait pas 65 millions de témoins de ses promesses non tenues ! Mais les Français sont là et savent la vérité : pendant que la majorité se fracture sur l'alliance avec le Front national, pendant que le gouvernement se résume aux divisions entre Fillonistes, Copéistes, Borlooistes, Sarkozystes, le PS, lui, se rassemble autour d'un grand projet d'avenir au service des Français. Et de la France. La droite impose, la gauche propose ! Car la France mérite mieux que les tartufferies de M.Copé sur la laïcité, qui ne feront pas oublier que c'est Nicolas Sarkozy, qui a constamment attaqué la loi de 1905.

La France mérite mieux que les provocations xénophobes de M. Guéant qui servent de dot pour les noces de la droite avec Marine Le Pen. La gauche devra être un antidote au dévoiement de la colère des Français par l'extrême droite, par ces profiteurs de la crise, ces commerçants de la division et de la haine qui prospèrent sur les désespoirs de notre pays comme ils l'ont toujours fait par le passé. C'est pourquoi, au-delà de l'unité des socialistes dont ce projet sera le ciment, nous devons travailler de toutes nos forces au rassemblement de la gauche. L'union à gauche reste une alchimie indispensable à la victoire. Nous sommes dans une dynamique puissante de rassemblement, je vous invite à la poursuivre. Dès le soir du 1<sup>er</sup> tour des cantonales, Martine Aubry, Pierre Laurent et Cécile Duflot se sont retrouvés. Autant le dire, les Français préfèrent voir Martine Aubry, Pierre Laurent et Cécile Duflot faire l'union de la gauche sur une péniche que Nicolas Sarkozy faire la fête sur des yachts de milliardaires ! Le PS n'est pas hégémonique mais il est central à gauche, et notre responsabilité est de dire : les Français aiment la diversité de la gauche mais ils détestent la division de la gauche. Donc, face à Sarkozy et Le Pen, face à la colère des Français, je le dis à nos partenaires comme à nous-mêmes : il faudra travailler à trouver les meilleures façons de s'unir, un contrat de gouvernement, un projet commun, un accord de législature car nous avons moins que jamais droit à la division qui est l'éternel obstacle à la victoire !

Le projet, l'unité, le mouvement, l'espoir : voilà la gauche que nous sommes en train de construire, chers camarades. En disant cela, je pense à une phrase de Césaire que Martine a citée lors de son discours à Dakar il y a quelques mois, et qui est ces jours-ci à double titre une réponse au sarkozysme : ensemble, nous serons " du côté de l'espoir, mais d'une espérance conquise, lucide, hors de toute naïveté ".

Nous venons de poser une nouvelle pierre sur le chemin de cette espérance et de cette conquête que nous devons aux Français. »



Gérard Collomb

« J'ai lu à la fois le texte court et le texte long, et j'ai trouvé qu'il y avait beaucoup plus de souffle que ce qu'en résumaient les propositions que l'on avait mises en avant.

Pourquoi ? Parce que le texte part d'une analyse des problèmes de notre pays. Il met en avant ses problèmes économiques, il met en avant le problème des déficits, et puis il fait l'analyse de l'évolution de l'économie française, de ses difficultés, de la désindustrialisation de notre pays, de l'écart qui s'accroît par rapport à l'Allemagne. Il montre aussi la montée des pays émergents.

Je pense que notre texte va être lu avec beaucoup d'attention. Je demande à ce que dans les semaines qui viennent, on affine un peu un certain nombre de nos propositions. J'étais la semaine dernière au Salon de l'industrie. Dans ce milieu-là, il y a une attente : faire en sorte que le Parti socialiste soit le parti qui souhaite promouvoir dans notre pays l'innovation et la recherche, essayer de faire en sorte qu'on lie recherche et production, que l'on ait du transfert de technologies vers les entreprises, que l'on change notre système de formation.

Concernant l'enseignement, le problème n'est pas simplement celui des moyens. Dès le plus jeune âge, nos gamins ne sont pas

formés pour la société dans laquelle ils vont aller. Le déclassement se produit très tôt, une partie de nos étudiants sont sur des filières où ils n'ont aucune chance de pouvoir trouver un job.

Nous devons porter l'innovation, nous devons porter la création, nous devons porter la culture ; et notre texte est un peu faible sur la dimension culturelle.

Quelques points sur lesquels je serais plus réservé : on veut effectivement porter une Europe qui soit construite avec l'Allemagne. Si on veut porter ce modèle, il faut réfléchir à ce qui est dans la tête des Allemands. Un certain nombre de formules ont été reprises sur les écluses sociales, tarifaires au niveau européen, si vous allez discuter avec les Allemands, ils vous diront : " Notre commerce extérieur est excédentaire par rapport à celui de la Chine, par rapport à celui des pays émergents. Donc, il peut y avoir un modèle de compétitivité qui soit de hauts salaires, de la protection sociale, et qui soit en même temps compétitif à l'échelle du monde. "

C'est ce modèle que les socialistes doivent porter. Si nous nous orientons dans cette direction, alors je pense que nous pouvons rassembler très largement en France pour la prochaine Présidentielle. »



Alain Rousset

« Ce texte a ceci de fort qu'il sait répondre simplement aux problèmes des milieux populaires de notre pays, ceux à qui nous avons peut-être pendant de longues années oublié de parler, oublié de comprendre leurs problèmes.

Il faut que nous répondions aux problèmes essentiels que rencontrent les Français : le logement, l'emploi, mais aussi la recherche, la politique industrielle, l'accès à la santé, l'aménagement du territoire. Et cela suppose que nous réfléchissions à la gouvernance de tout cela.

Les principaux problèmes que rencontrent les Français, le logement et l'emploi, n'ont aucun interlocuteur de référence, à force d'en avoir trop. Prenez l'emploi, il y a dans une région comme la miennne 173 organismes qui concourent au retour à l'emploi. Si l'on veut réussir une politique publique, il faut que l'on trouve la dimension, l'autorité, le financement, l'organisation de l'autorité publique.

Pourquoi les pays fédéraux ou les pays de taille régionale réussissent-ils mieux aujourd'hui qu'un pays centralisé comme la France ? C'est parce qu'ils ont à la fois la proximité, la dimension et l'efficacité.

On a fait deux découvertes dans le travail que nous menons au sein des Régions de France.

En Allemagne, les Länder sont l'actionnaire de référence des Caisses d'épargne. Caisses d'épargne qui sont elles-mêmes l'actionnaire de référence des entreprises de taille intermédiaire (ETI) et des PME. Il faut qu'on arrive à reproduire cela. Il faut qu'il y ait sur le territoire des actionnaires de réforme.

Le système industriel tel que nous l'avons aujourd'hui produira naturellement de la désindustrialisation. Il y a de très grandes entreprises, mondialisées, exportant, achetant un bout d'aile, un bout de composant électronique, et qui, par ailleurs, tiennent en étau les sous-traitants. Si nous ne créons pas des dispositifs, en région, capables de créer des ETI par des fonds d'investissements tenus par les régions, notre système produira de la désindustrialisation systémique.

Et peut-être avons-nous fait une erreur. Quand les présidents de région se sont battus contre le plan de Louis Gallois de Power 8, qui visait à créer des gros établissements industriels capables de prendre la compétence à des grands groupes, comme les entreprises allemandes le font.

Dans le domaine de l'agriculture, la capacité énorme de la commande publique des communes, des départements et des régions de France peut créer des systèmes de proximité et des circuits courts et

booster l'agriculture biologique. Nous avons ce potentiel.

La jeunesse enfin. Ne considérons pas que c'est parce qu'on aura aidé à accueillir des jeunes dans les entreprises qu'on aura fait une chose énorme. Il vaut mieux des emplois d'avenir tels qu'ils ont été proposés. L'entreprise recrute quand elle a besoin de recruter, pas quand on l'aide simplement. Il est préférable de renforcer le dispositif de formation, de renforcer le dispositif

de transfert de technologies, de renforcer nos universités. J'ai une crainte, c'est qu'aujourd'hui, les investissements d'avenir camouflent une baisse du budget récurrente du ministère de la Recherche.

Il faut un acte III de rupture de la décentralisation, parce qu'aujourd'hui, l'État et la République, ce sont aussi les collectivités territoriales de France. »



Benoît Hamon

« Quelques sondages sont venus éclairer l'opinion des Français à l'égard de nos propositions. Ces sondages sont tous bons. Ils disent que nos solutions étaient attendues, qu'elles correspondent aux besoins des Français. Et pourtant, quand on demande un jugement global sur le projet des socialistes, sur l'offre globale qui est la nôtre, l'avis des Français est beaucoup plus mitigé. Qu'est-ce que cela dit ? Cela dit aujourd'hui que s'il existe un doute dans la vie politique française, c'est un doute sur le pouvoir des politiques à changer concrètement la vie des gens, et un doute sur le pouvoir des politiques à pouvoir mettre en œuvre les propositions qu'ils mettent en débat, et à donner une cohérence à celles-ci.

Je veux revenir sur ce doute et ce scepticisme parce qu'ils sont alimentés par une réalité. Le sentiment qu'ont les Français est que ce sur quoi ils votent ne cesse de se rétrécir. Qu'au bout du compte, les choix qui leur sont offerts, la réalité de leur influence sur les votes ne cessent de se réduire. Comme si, au bout du compte, depuis quelques années, le seul choix qu'offre la démocratie aux Français, ce soit de dire dans quel ordre ils acceptent de perdre des droits.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, et ce sera en cela la conclusion de mon diagnostic, beaucoup de Français doutent parfois de notre pouvoir à réellement changer les choses et à modifier leur vie. Ce point de diagnostic s'accompagne pour moi d'un autre constat. Je suis frappé de voir que souvent, le seul élément de passion dans le débat politique français, c'est la peur. La seule manière d'instiller la passion dans le débat politique, c'est par la peur.

Pour la droite, la peur de l'Islam, la peur des étrangers, la peur de l'immigration, la peur de l'insécurité, ce qui la relie aujourd'hui à l'extrême droite. Pour d'autres, la peur des catastrophes, la peur de la mondialisation, la peur de la sanction des marchés, parfois même la peur du progrès. Tout ceci motivant différents discours politiques.

Je pense, et c'est l'invitation que je veux vous faire, que nous avons les arguments dans ce projet, les arguments pour modifier le climat qui est celui du débat politique

aujourd'hui. Parce que s'il est bien une chose avec laquelle ce projet socialiste renoue, c'est la perspective, la réalité, le besoin, l'exigence de progrès social.

Nous avons dans ce texte des arguments, des propositions, qui disent et démontrent que nous pouvons reprendre la marche du progrès. Reprendre la marche du progrès et l'illustrer aussi bien sur les questions européennes, sur les questions économiques que sur les questions sociales, c'est rompre avec ce climat de peur qui aujourd'hui ne pousse les Français à voter qu'en fonction de ce qu'ils craignent, et exclusivement de ce qu'ils craignent, et absolument pas de ce qu'ils veulent.

Dans les semaines et les mois qui viennent, qui seront déterminants parce qu'ils planteront le décor de l'élection présidentielle, la droite réussira-t-elle à imposer que le scrutin de 2012 se fasse sous le joug de la peur ou parviendrons-nous à faire en sorte que l'élection présidentielle se joue sur la réponse aux besoins sociaux, la réponse aux inégalités, la réponse au chômage ?

Nous avons dans ce projet, sur la question de la mondialisation, sur la manière dont nous pouvons desserrer l'étau des contraintes, sur le fait que nous savons faire la différence entre une contrainte objective, la contrainte budgétaire, et une contrainte politique, le pacte de stabilité et de croissance, dans ce texte, nous avons la possibilité de rompre avec ce climat de peur.

Je terminerai ainsi, j'ai demandé à François Hollande qui disait cela et il n'a pas su me le rappeler, je crois que c'est Gramsci qui disait : " Il faut avoir le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté. " On a souvent entendu les socialistes parler de leur pessimisme de la raison, ou faire parler leur raison. Je crois que dans les mois qui viennent et l'année qui vient, si nous voulons que cette victoire soit une victoire authentique et une victoire d'adhésion, il faut qu'on entende les socialistes parler avec l'optimisme de la volonté. »



David Assouline

« Je suis très heureux parce que nous avons été lucides sur l'état de la société, sur la double peine qu'on s'est vu infliger en France avec la crise et avec le sarkozysme. Notre pays, sur le plan économique, sur le plan social, et plus profondément parce que c'est la conséquence de tout cela, sur le plan moral, va très mal.

Si je suis heureux, c'est parce que dans ce projet, nous avons décidé de miser sur toutes les énergies positives qui existent.

On dit que la France est bloquée, mais on sait que dans la jeunesse, que chez les chefs d'entreprises, en particulier dans les PME, chez les chercheurs, chez les intellectuels, chez les artistes, il y a quelque chose qui dit : " Nous sommes le pied à l'étrier, il faut nous libérer pour pouvoir créer de la richesse. " C'est la condition pour pouvoir, enfin, ouvrir un avenir.

Sur les jeunes et les emplois-jeunes, ceux qui nous rabâchent que c'est ancien doivent se souvenir comment ces réformes ont redonné espoir, envie et stabilité à des jeunes qui étaient en train de basculer et qui étaient dans une marginalité grandissante. Aux emplois d'utilité sociale de l'époque, aujourd'hui on ajoute l'utilité environnementale.

Nous devons porter haut le fait que face à ceux qui agitent la peur, nous, nous voulons être positifs. Dire que toutes nos mesures permettent de libérer les énergies. Ce n'est pas anodin parce que, très souvent, la droite a essayé de conquérir le pouvoir, et Nicolas Sarkozy l'a fait, en disant cela : " La gauche anesthésie, c'est le tout-État, c'est tout ce qui peut bloquer la liberté de se déployer et si on

libérait cela, la société irait mieux. " Ils ont fait l'inverse depuis 2007.

Il y a quelque chose de très important dans ce texte sur la question de l'éducation. Même pour ces ouvriers qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, la chose qui est toujours restée ancrée en eux est : " Il faut que mes enfants aillent mieux, et si la société donne cet espoir, je suis prêt y compris à subir quelques contraintes et difficultés. "

C'est l'éducation qui permettait cette espérance dans notre pays. Aujourd'hui et toujours, le pilier de la laïcité dans le pays, pas celle qu'on agite par des débats désincarnés, c'est l'école, c'est là que la liberté de conscience, la raison par la connaissance, le fait de vivre avec les autres sur les bancs de la classe quelles que soient ses différences, c'est là que s'ancrent la laïcité et le vivre-ensemble.

Cette droite n'arrête pas d'affaiblir l'école pernicieusement, en encourageant la tentation de mettre les enfants ailleurs. Et ailleurs, c'est la fin de la laïcité. C'est la concurrence entre l'école de la République et l'école privée. Il y a un enjeu républicain et il y a l'enjeu de la laïcité. Le fait qu'on prenne cela à bras le corps, c'est reprendre ce flambeau de la laïcité, celui des progressistes.

Si pendant un mois, nous continuons à positiver et à expliquer comment ce projet, avec cette méthode collective d'élaboration, propose un choix entre la droite et la gauche, alors nous aurons rendu le meilleur des services, nous aurons offert un cadeau au deuxième élan pour la victoire qui sera ce choix démocratique des Primaires. »



Marylise Lebranchu

« Nous avons un texte qui voit loin, au-delà de l'espace d'une législature, et qui pose les bases d'une nouvelle société.

Faire civilisation, un enjeu politique

1 - La droite a cédé à la logique de la satisfaction immédiate

Mes chers camarades, souvenez-vous, en 2006, dans ses premiers discours de candidat à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy s'appuyait sur les « déclinologues de droite » pour valoriser son projet. Ces pseudo-intellectuels de droite ne cessaient de prophétiser la chute du pouvoir d'achat, la hausse du chômage, l'affaiblissement du rôle et de la place de la France dans le monde, la hausse de la violence à l'égard des personnes et j'en passe...

Le candidat de l'UMP agitait alors ses bras pour matérialiser son volontarisme, sans comprendre que ces prophètes peignaient involontairement non pas la France d'alors, mais la France d'après Nicolas Sarkozy. La France que nous laissera Nicolas Sarkozy en

2012 se portera moins bien qu'en 2007. Le résultat de ces cinq ans - auxquels ont peut ajouter les années Chirac - c'est la lassitude des Français.

2 - Notre projet voit au-delà de cinq ans! Quand tout le projet de la droite depuis 2007 ne vise que la rentabilité immédiate du capital et la satisfaction immédiate des désirs, notre projet entend faire civilisation, la force de ce texte c'est d'oser penser après 2017. Nous oses dire que faire société prend du temps. Notre pays a besoin de sérénité, de solidarité et de solidarité. Il faut redonner du champ et des perspectives aux Français pour qu'à nouveau ils puissent croire en l'avenir.

Les élus locaux ont pris leur part au projet.

1 - La FNESR a produit un travail sur la décentralisation  
Au sein de la FNESR nous avons décidé de nous saisir de l'opportunité de cette Convention du projet pour susciter du débat et apporter une contribution aux futures

avancées de la décentralisation.  
Nous avons donc travaillé en comité sur un projet de loi pour un véritable acte III de la décentralisation. Comme en 1981, sous l'impulsion de Pierre Mauroy et Gaston Defferre, nous sommes partis de cet adage : " Nous voulons prendre le pouvoir pour vous le rendre. "

*Il est temps de mettre fin à la querelle permanente entre État et collectivités et d'entrer dans une relation mature et responsable.*

*D'abord nous abrogerons la réforme du conseiller territorial. Notre projet de décentralisation se concentre sur trois grands principes fondamentaux que la droite n'a cessé d'écorner : la justice sociale, l'efficacité de l'action publique et l'approfondissement de la démocratie locale.*

2 – L'implication des élus est le ferment de la victoire en 2012

*Les élus seront des acteurs de la victoire en 2012 et des acteurs de la mise en œuvre de notre projet. La rançon de l'échec est simple : étranglement financier, mise en œuvre du conseiller territorial, retrait accentué de l'État dans les territoires – surtout s'ils sont de gauche. Nous sommes au pied du mur. Chaque élu devra sans relâche expliciter nos propositions et convaincre que l'alternative à la politique de la droite est possible. Et si l'alternative est possible, alors l'alternance devient à portée de main. Si les 60 000 élus de la FNESR vont chercher chacun 200 électeurs pour le futur candidat du Parti socialiste, nous aurons déjà un socle de 12 millions de votants. »*



**Pierre-Alain Muet**

*« En 2012, le bilan économique et social de dix ans de majorité de droite tiendra en trois mots : une explosion de la dette, passant de 900 milliards d'euros en juin 2002 à 1 800 milliards en juin 2012, une explosion du chômage et une explosion des inégalités. Notre projet répond à ces trois défis et dessine une stratégie précise pour répondre à la situation conjoncturelle que nous trouverons en 2012.*

*Elle sera caractérisée par un déficit des finances publiques qui restera abyssal, par un chômage de masse, par une demande qui se sera à peine redressée depuis l'effondrement de 2009. En même temps, nous serons confrontés à une compétitivité complètement dégradée se traduisant par un déficit extérieur massif.*

*Résoudre cette situation particulière suppose d'agir simultanément sur trois leviers. Le premier levier, c'est redonner du pouvoir d'achat, c'est favoriser la création d'emplois ; c'est ce que nous ferons avec la réforme fiscale, avec les 300 000 emplois d'avenir.*

*Deuxième point : une politique industrielle volontariste sur toute la législature. Troisièmement : une réduction continue des déficits, résultant d'une politique sélective des dépenses et d'une progression des recettes induite par l'augmentation des revenus mais aussi par une réforme fiscale. La fiscalité des*

*revenus est aujourd'hui régressive pour les très hauts revenus. C'est la même chose du côté des entreprises. Quant à la réduction des déficits, une chose est sûre : ce n'est pas par des politiques d'austérité qu'on résout ce problème.*

*Nous disons que nous pouvons bâtir une croissance durable, solide, de l'ordre de 2,5 %. Nous le disons car notre projet donne les éléments de cette croissance. À quel moment la droite au pouvoir a-t-elle fait 2,5 % de croissance ? Jamais depuis vingt ans. Il n'y a qu'une période où la France a fait plus de 2,5 % de croissance, elle a d'ailleurs fait sur toute cette période plus de 3 % de croissance, c'était de 1997 à 2002, et nous étions au pouvoir.*

*Je le dis souvent : ce n'est pas la croissance qui fait l'emploi, c'est l'emploi qui fait la croissance. Puisque je parle de croissance, il y a un autre sujet que prend en compte notre projet, c'est une croissance respectant le développement durable et je salue l'évolution du texte depuis la dernière semaine puisqu'il rétablit une contribution climat-énergie nationale.*

*Notre texte dit qu'il faut sortir de la dépendance au nucléaire et au pétrole, et il y a ici un chemin étroit à long terme pour une transition énergétique radicale vers une économie à la fois économe en carbone et affranchie à long terme du nucléaire. »*



Sandrine Mazetier

« Je voudrais vous exprimer ma fierté de présenter un projet qui prend en compte l'ampleur des colères de ce pays et l'ampleur de ses aspirations. Avec ce projet, nous avons à la fois des propositions extrêmement concrètes qui répondent directement aux préoccupations de pouvoir d'achat, au violent sentiment d'inégalité dont sont victimes nos concitoyens, mais qui tracent aussi des perspectives. Je suis fière que ce projet présente comme premier atout pour l'avenir, parmi les nombreux atouts dont dispose la France, sa population. Nous sommes fiers d'avoir des binationaux et nous sommes convaincus que le fait d'avoir des Français qui sont bilingues, qui sont trilingues, qui parlent arabe, qui parlent chinois, aidera la France à gagner des marchés demain dans la mondialisation. Je trouve que c'est un formidable signe, à la fois d'ancrage dans le présent et d'ancrage dans le futur. Et si cette partie du texte s'appelle "L'avenir aime la France", c'est aussi pour cette raison-là.

Ce texte n'évite aucun sujet. L'immigration est largement évoquée d'abord en parlant de l'héritage. Ce texte décide aussi d'organiser l'immigration, parce qu'il n'y a aucune raison que ce sujet ne fasse pas l'objet de politiques publiques parfaitement assumées, parfaitement transparentes et régulées. »

l'instabilité permanente, à la précarisation permanente qu'a organisées la droite, nous répondons par de la stabilité, de la clarté. Ce projet met au cœur de la question de l'intégration, de l'accueil et de l'intégration, la question de la maîtrise de la langue. Nous considérons que la maîtrise de la langue est un puissant facteur d'intégration et d'émancipation. Ce texte dit aussi de fort belles choses sur l'importance de la francophonie et le fait qu'il y ait des millions de personnes dans le monde qui parlent le français et qui continueront à le parler demain.

Et si ce texte évoque aussi cette deuxième chute du mur de Berlin qu'a constitué le printemps arabe, essayons de regarder aussi et d'être fiers du fait que les valeurs qu'évoquaient la jeunesse tunisienne, la jeunesse égyptienne, la jeunesse libyenne, la jeunesse marocaine, mais aussi la jeunesse algérienne, ce sont ces valeurs qui ont traversé la Méditerranée.

Merci d'avoir placé cette question dans ce beau passage qui s'appelle "Rassembler les Français et renouer avec la promesse républicaine". Je crois que c'est sa juste place, sa bonne place et la meilleure manière d'assurer le changement. »



Antoine Homé

« Au sarkozisme qui est la guerre de tous contre tous, nous voulons substituer la France de tous avec tous. Disant cela, je veux simplement aborder un point particulier, qui est celui des choix en matière d'énergie. Je crois qu'il y a une évolution extrêmement sensible qui est proposée dans ce texte, en particulier sur le recours aux énergies renouvelables. Il y a un autre sujet qui me réjouit. Nous abordons clairement la problématique de l'industrie nucléaire.

Nous prévoyons un débat sur la politique énergétique et nous disons également que nous allons aller vers le démantèlement de centrales nucléaires. Je voudrais ici faire une proposition : nous avons, dans notre pays, des centrales nucléaires, dont une qui est la plus vieille, qui est la centrale de Fessenheim, conçue au début des années 1970. Elle a été mise en service en 1977, elle est issue d'une technologie obsolète avec de nombreux incidents, elle est située dans le fossé rhénan qui est sismique. On sait que la ville de Bâle a été détruite en 1356 par un tremblement de terre de magnitude de 6,2. Elle est située en contrebas du grand canal d'Alsace, 15 mètres en dessous. Je crois que nous pourrions enrichir notre projet en signalant notamment que le démantèlement pourrait commencer par cette centrale. Cela nous permettrait également de lancer un centre expérimental sur la technique du démantèlement.

Autour de nous, il s'est passé un événement politique majeur en même temps que les cantonales, avec pour la première fois, l'élection d'un ministre président des Verts en coalition avec le SPD dans le Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann. Le Land du Bade-Wurtemberg, la ville de Fribourg, les cantons de Bâle ville, de Bâle campagne, du Jura et le Conseil régional de Franche-Comté demandent la fermeture de Fessenheim. J'ajoute enfin que la zone de 20 km autour de la centrale, qui est celle où, s'il devait y avoir évidemment un accident majeur, la population serait évacuée, contient Colmar et Mulhouse.

Par ailleurs, nous abordons la question du débat sur la stratégie énergétique future, je crois que là aussi, nous devrions préciser que nous examinerions la question de la sortie à terme du nucléaire. De ce point de vue-là, nous ne réagissons pas à chaud par rapport à l'émotion et à la compassion que nous pouvons avoir pour nos amis japonais. Je travaille, dans nos collectivités locales, avec nos amis d'Europe écologie, il n'y a aucune raison que nous ne soyons pas pilotes sur ce sujet. Nous avons forgé le concept de "social-écologie", mettons-le en avant de façon résolue. »



Razzy Hammadi

« Ce projet est certes le fruit de l'ensemble des étapes qui ont permis depuis le congrès de Reims de construire sur l'économie et le social, sur l'international, sur la question de l'égalité, à travers le laboratoire des idées des propositions, mais ce projet est aussi construit dans le creuset de nos combats depuis dix ans.

Nous ne pouvons pas penser à tous les combats menés aux côtés des agents du service public, sans nous rappeler ce qui a été l'esprit avec lequel nous avons porté nos propositions dans ce domaine et qui se retrouve dans ce texte, c'est-à-dire : la défense, oui, mais la rénovation, la mobilisation, la formation, nécessairement.

Aujourd'hui, lorsque vous appelez la DDE, enfin feue la DDE, vous tombez en général sur un opérateur téléphonique qui vous dit, après le bip tapez 1, 2 ou 3, vous arrivez peut-être à avoir quelqu'un et on vous donne la liste de l'ensemble des cabinets de conseil privés auxquels il faut se donner la peine de passer un coup de fil et surtout de faire un chèque. La collectivité doit retrouver une part d'expertise.

À l'heure où nous parlons, nous levons l'espoir, beaucoup de gens se disent : ces socialistes nous plaisent et nous intéressent, sont en train de nous convaincre. Mais il y a aussi ceux qui depuis mardi regardent leur feuille d'impôts, ceux qui reçoivent des chèques de 30 millions d'euros au titre du

bouclier fiscal. Et ceux-là vont mobiliser toute leur énergie, partout ils seront les principaux soutiens de ceux qui veulent nous barrer la route. Et c'est pour cela que nous devons être véritablement unis parce que toute voix qui s'écartera du chemin de l'unité sera un appui pour ceux qui n'ont qu'un seul objectif : préserver les intérêts des rentiers, de ceux qui profitent, de ceux qui vivent bien plus de ce qu'ils héritent que de ce qu'ils méritent.

Il faudra dans le même temps que nous soyons aussi en capacité d'entendre les voix de ceux qui dernièrement se sont exprimés. Je parle aussi de ceux qui, souvent par désespoir, ne sont pas racistes, mais ont voté Front national.

Incarner la victoire, construire un autre demain pour la France et pour les nôtres, c'est aussi retrouver une France qui rend une dignité, évidemment au plus grand nombre et conquiert l'intérêt général, mais aussi une France qui fasse que nous retrouvions la fierté d'être français, la fierté d'être de France, la fierté d'être de ce pays qui a été un pôle de références, un socle pour les valeurs qui ont été portées aux quatre coins du monde par les démocrates et les humanistes. »



Laurent Baumel

« On retrouve à la fois dans ce texte les marqueurs de gauche indispensables et on retrouve aussi la marque d'un parti responsable qui se pose les bonnes questions et qui essaye d'inscrire d'emblée son action dans les réalités. Je crois que cet équilibre idéologique est nécessaire, à la fois pour mobiliser les nôtres, ceux qu'on appelait autrefois le peuple de gauche, et pour attirer des électeurs plus hésitants, plus flottants, peut-être plus centristes, qui peuvent être sensibles aussi au sérieux de notre projet.

Il y a dans ce texte d'ores et déjà des éléments par exemple très forts pour consolider le soutien des couches sociales qui nous ont déjà fait confiance en 2007. Mais nous ne pourrions pas gagner en 2012 si nous restons dans l'équation sociologique des années 2000. Il nous faut une autre équation sociologique pour pouvoir gagner l'élection présidentielle de 2012 et nous avons deux batailles essentielles. La bataille des seniors, impossible de gagner une élection présidentielle si nous ne faisons pas plus de 30 % chez les gens de plus de 70 ans, et la bataille des couches populaires et moyennes intégrées, c'est-à-dire ce corps central de la société française, auquel Sarkozy avait donné un nom démagogique mais électoralement efficace : " La France qui se lève tôt ". Les propositions qui sont faites sur les loyers ou sur la facture énergétique

vont pouvoir toucher ces couches, mais il reste quand même pas mal de boulot sur ce plan. Je crois que nous devons approfondir dans les mois qui viennent la réflexion sur la réforme fiscale et notamment sur sa dimension redistributive. Pour moi, la question fondamentale est de savoir si, à travers la réforme fiscale, nous allons mettre en effet à contribution davantage les couches aisées de la société pour redistribuer du pouvoir d'achat vers ces couches populaires et moyennes intégrées.

Il y a sans doute un risque politique, François Hollande en avait fait les frais en 2007, à dire que les Français vont payer davantage pour la solidarité nationale. Mais je crois qu'il faut prendre ce risque. Si nous voulons que l'économie et le social soient au poste de commande de la Présidentielle, il faut que nous mettions dans la Présidentielle une proposition clivante.

Je crois qu'il faut que nous sortions de l'illusion que nous pouvons être le parti de tous les Français. Lorsqu'on veut être le parti de tous les Français, à la fin, on est le parti de personne. Ce sont les questions que nous devons appréhender : à qui parlons-nous ? De qui parlons-nous ? Et pourquoi avons-nous la volonté de présider ce pays ? »



Gérard Filoche

« Ce "projet socialiste" a de quoi convaincre toute la gauche qui nous observe que l'on veut le changement.

C'est fort bien que nous disions qu'il faut abroger la loi de 2010 sur les retraites. Sur les annuités de cotisations, je voudrais seulement suggérer de partir du réel. Le réel, c'est qu'à la fois François Fillon et Nicolas Sarkozy nous ont imposé 42 ans de cotisation et que dans la vie réelle, les gens cotisent 36,5 annuités. Cela se traduit par une baisse des retraites.

La deuxième chose, c'est l'emploi. On a cinq millions de chômeurs. Je me félicite des 300 000 emplois jeunes. Il nous en reste encore 4 700 000. Il faut travailler mieux, moins, tous, pour gagner plus. On devrait abroger la loi TEPA, celle sur les heures supplémentaires, et ramener la durée réelle du travail proche de la durée légale. Il y a des mesures pour ça : resserrer le contingent d'heures sup, limiter la durée maximale du travail, revenir à des jours de repos consécutifs, le dimanche.

La troisième chose, ce sont les salaires. On dit qu'on va les augmenter, c'est bien. Il faut qu'il y ait intervention de l'État, sinon ça ne se débloque pas. Vient le salaire maximal. Vingt fois le Smic. On peut comprendre qu'il n'y a aucune raison qui peut faire qu'un homme gagne vingt fois plus qu'un autre, quel que soit son mérite. L'égalité professionnelle hommes-femmes, c'est une augmentation de salaire

de 27 %, c'est pour cela que les employeurs n'en veulent pas. Si vous dites : "L'année prochaine, si vous n'avez pas réglé dans vos mille entreprises de plus de mille salariés, le problème de l'égalité professionnelle hommes-femmes, vous paierez 1 % de votre masse salariale", ils vont signer beaucoup plus vite. Je suis contre le fait qu'on vienne les gens à 53, 54, 55, 56 ans quand ils sont encore en compétences. Quand ils sont usés et confrontés à la pénibilité, je suis pour la retraite à 55 ans dans le bâtiment, mais ce n'est pas le problème dont on parle là, cela renvoie au problème des annuités cotisées.

Je voudrais terminer sur la précarité. Il y a quelque part une régulation à apporter et moi, je crois que le droit du travail contribue au droit au travail. Il faut donner l'idée qu'il y a un maximum.

Je crois que la partie à développer pour reconstruire le Code du travail comme garantie protectrice pour les salariés est à enrichir. On est quand même dans un régime où Madame Parisot dit tous les jours : "La liberté de penser s'arrête là où commence le code du travail." Il faut que nous soyons capables de dire : la liberté des droits, la liberté du travail, la liberté de gagner sa vie, la liberté de vivre décemment commencent là où on reconstruit un Code du travail ».



Gérard Pujade

« Je voulais dire quel était le plaisir que j'avais de lire ce projet avec cette dimension environnementale et développement durable. La onzième proposition évoque pour l'énergie, pour l'eau, le gaz et l'électricité, une tarification progressive et sociale. En tant que maire, ça fait maintenant six ans que j'ai mis cela en place sur l'eau. Une tarification sociale et progressive qui fait que plus on consomme d'eau, plus le mètre cube est cher. Je suis étonné qu'on ne se serve pas plus de cela parce que c'est certainement une manière de revisiter la fiscalité. Ce que l'on voit, avec cinq ou six années de recul, c'est que c'est effectivement les familles les plus modestes qui ont vu leur contribution le plus diminuer.

Il me semble qu'aujourd'hui, un projet de société serait celui où la collectivité prendrait en compte les besoins de ceux qui sont les plus en rupture de la société. La facture de l'eau sur le budget des ménages, c'est 0,8 % des dépenses annuelles, donc c'est très peu. Mais pour les 6 % les plus pauvres, ça représente 3 %, et pour le pourcent le plus pauvre, ça représente 6 %. Aujourd'hui, on se rend compte que les achats obligatoires, les achats de besoin, quand on est très pauvre, compromettent toute capacité de développer du pouvoir d'achat. La meilleure manière

de développer du pouvoir d'achat, c'est de réduire les achats qui sont obligatoires et incompressibles.

Cette tarification sociale et progressive a un autre énorme avantage par rapport à la réponse énergétique que l'on doit fournir. Aujourd'hui, dans le débat sur la sortie ou pas du nucléaire, une des objections régulières consiste à dire que si on adjoint au bouquet énergétique le solaire et l'éolien, cela va renchérir le prix de l'énergie. À partir du moment où il y a la mise en place d'une tarification sociale et progressive, c'est immédiatement terminé. L'avantage de lier le prix de revient à une tarification organisée sur ce mode à la fois progressif et social fait que ceux qui sont à la fois et les moindres consommateurs et/ou les plus démunis paient systématiquement moins.

En conclusion, pour avoir suivi un petit peu les travaux du Grenelle, je me dis que le chantier auquel il faudra que l'on s'attaque au début devra être celui de la lutte contre la pauvreté, c'est certainement sur ce créneau-là que nous sommes le plus attendus et que les préoccupations que nous avons en tant que politiques sont les moins perçues, les moins vues. »



**Christophe Caresche**

« Je m'exprime, ici, au nom du pôle écologique dont l'animateur est Géraud Guibert, et des députés Aurélie Filipetti, Philippe Plisson, Jean-Paul Chanteguet et Pierre-Alain Muet notamment, qui ont proposé des amendements au projet portant, en particulier, sur la sortie du nucléaire. Nous nous félicitons que le projet du Parti socialiste amorce une véritable transformation écologique de la société fondée sur la diminution de la consommation d'énergie et le développement des énergies renouvelables avec comme objectif " la fin de la dépendance au nucléaire et au pétrole ".

À l'issue de la commission des résolutions, le texte a largement intégré nos amendements :  
- moratoire sur toute nouvelle installation, dans l'attente du débat que le Parti socialiste s'engage à organiser sur la question nucléaire s'il revient au pouvoir. Il faut se réjouir que ce moratoire, qui avait été proposé par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale et son président, Jean-Marc Ayrault, ait été repris par le parti.  
- interdiction d'exportation de centrales et de combustibles (notamment de Mox) vers les zones à risques.

- développement des filières de démantèlement des centrales, créatrices d'emplois et d'innovations.  
- instauration d'une contribution climat-énergie redistributive en France (sans attendre le résultat des négociations en Europe) dans le cadre de la réforme fiscale d'ensemble.

En outre, nous nous félicitons que le projet précise que la filière nucléaire doit rester totalement publique, que la loi NOME sera abrogée et qu'un large débat national sur la politique énergétique sera organisé en 2012. Nous souhaitons poursuivre ce débat fécond qui montre l'engagement du Parti socialiste et de ses militants sur les questions écologiques. C'est pourquoi nous invitons tous les militants à le poursuivre pendant la Convention sur le projet qui se déploie, désormais, dans chaque section et chaque fédération. »



**Marie-Noëlle Lienemann**

« L'objectif de notre projet est bien là. Il doit permettre la victoire pour le changement. La victoire passe nécessairement par le rassemblement des forces de gauche et écologistes. Nos propositions doivent s'inscrire dans la recherche d'un socle commun programmatique avec nos partenaires. Je crois, que pour l'essentiel, elles constituent une bonne base de départ pour cet objectif.

La gauche et les écologistes doivent proposer à nos concitoyens de reprendre le chemin de l'épopée républicaine, de l'accomplissement de l'idéal de notre République. Ils sont les seuls à pouvoir incarner cette perspective car la dimension sociale est devenue majeure et parce que le quinquennat de Nicolas Sarkozy, aura marqué une terrible régression.

La République, c'est avancer vers l'égalité réelle. Nous faisons de la lutte contre les inégalités un axe majeur de notre politique.

Il nous faut réarmer l'État, redonner ses lettres de noblesse à l'action publique, restaurer des services publics de qualité. La création d'une banque publique d'investissement est un signal important, mais je crois utile d'assumer plus clairement encore la nécessité de réintroduire du capital public dans certains secteurs industriels. J'aurais aimé qu'on soit un peu plus précis sur le contrôle public du secteur nucléaire, en indiquant que progressivement, nous irions vers EDF 100 % public !

Une partie du doute qui saisit nos concitoyens est liée à la mondialisation actuelle et à l'état

de la construction européenne. Je voudrais insister sur la réorientation des politiques monétaires et des missions et objectifs de la BCE. La crise monétaire en Europe est encore devant nous et les mesures prises ne sont pas à la hauteur de la gravité de la situation. Une politique de croissance durable passe à l'évidence par une réorientation de la politique monétaire et du cadre macro-économique.

On ne pourra pas changer l'Europe sans redonner aux peuples davantage de capacité d'intervention et singulièrement à notre peuple. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe (Allemagne) a récemment rappelé que bon nombre de législations européennes et l'engagement de l'exécutif allemand dans des décisions communautaires exigeaient des délibérations des assemblées législatives. Ce n'est plus le cas en France. La dissymétrie démocratique actuelle donne au gouvernement allemand des armes redoutables. Cette méthode ne peut guère être suspecte d'être anti-européenne. Nos amis allemands y ont recours et nul ne les met en cause sur ce point !

Martine Aubry a bien fixé nos échéances : arrêter notre projet, celui des socialistes, engager le rassemblement de la gauche et des écologistes et à l'évidence travailler à la formulation d'un socle programmatique commun. Nous avons bien avancé sur le projet, le temps presse pour le rassemblement. »



**Delphine Mayrargue**

« Nos conventions ont rencontré la réalité sociale de notre pays et se sont pleinement inscrites au cœur de cette réalité : l'emploi, la relance salariale, l'accès à la santé, la retraite à 60 ans...

Il me semble important de rappeler aujourd'hui que si la politique menée depuis 2002 et plus violemment encore depuis 2007 ne cesse d'aggraver la situation sociale, de fragiliser et de désunir, le mal est encore plus profond et plus enraciné. Le terrain de la dérégulation européenne et mondiale a grandement facilité la tâche aux gouvernements de droite ces dernières années. C'est pourquoi il est tellement fondamental d'afficher dans nos 30 propositions notre volonté de sanctionner « les licenciements bousiers » et de protéger les salariés européens "en augmentant les droits de douane sur les produits provenant de pays ne respectant pas les normes internationales en matières sociale, sanitaire ou environnementale".

Notre réalisme, notre crédibilité sont donc bien là, dans notre détermination et dans notre dynamique politique à reprendre la marche du progrès social. Quand nous nous engageons à rétablir l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, quand

nous nous prononçons pour une allocation d'étude pour assurer l'autonomie des jeunes, quand nous affichons notre volonté de revaloriser le SMIC et d'impulser un nouveau rééquilibrage des richesses au profit des salariés, quand nous faisons de l'égalité salariale femmes - hommes une priorité évidente, nous sommes en dynamique politique parce que nous sommes engagés, en capacité de mener bataille.

Nous sommes redevenus conquérants et pour le montrer, je voudrais que nous parlions le moins possible de M. Sarkozy. Parlons donc des Français et aux Français, nos seuls juges !

Là où la droite désunie, nous réunissons, là où la droite oppose, nous renouons les liens, là où la droite divise, nous rassemblons. Là où la droite se divise, nous nous rassemblons. Avec ce texte, nous devons réussir le rassemblement de notre parti, le rassemblement de toute la gauche et des écologistes, et enfin, le rassemblement des Françaises et des Français. Ces trois rassemblements, autour de notre Première secrétaire, sont les conditions de notre victoire et surtout les conditions indispensables pour que notre pays reprenne la marche du progrès. »



**Laurence Rossignol**

« Le projet socialiste pour 2012 réalise, pour la première fois, une double synthèse. Il nous assigne le devoir de répondre à la crise sociale et à la crise environnementale. Il met en cohérence les politiques locales et territoriales avec notre projet pour la France. Alors que dans les régions, les départements, les villes, les socialistes conduisent des politiques audacieuses et innovantes, jusqu'à présent, nous ne retrouvions pas dans nos textes la traduction de ces actions en faveur de la transition environnementale. C'est maintenant chose faite.

Notre projet s'inscrit dans les deux défis majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle :  
- nourrir 6 milliards d'individus et 60 millions de Français, avec une alimentation saine sans épuiser ou détruire les ressources naturelles.  
- enrayer la progression des consommations d'énergie, tout en assurant un juste et équitable accès aux services énergétiques, qui sont la condition des progrès sanitaires et sociaux.

Depuis Fukushima, une question se diffuse : le risque nucléaire vaut-il la peine d'être vécu ? Pour l'UMP et le président de la République, la réponse est oui. Business nucléaire as usual, répètent-ils depuis trois semaines.

Les citoyens attendent une alternative à l'évidence nucléaire qui a dominé la France. Le projet socialiste ouvre un horizon : en finir avec la dépendance au nucléaire et au pétrole. En les plaçant sur le même plan, nous signifions ainsi qu'il s'agit d'énergies qui ne

sont ni sûres ni durables. Le nucléaire n'est plus la technologie d'avenir mais une énergie de transition. Nous sommes nombreux à penser qu'il nous faut engager la sortie du nucléaire et préparer l'après-nucléaire. Notre texte ouvre le débat et la voie. Moratoire sur les capacités nouvelles, interdiction des exportations (y compris Mox) vers les zones à risques, c'est bien la rupture avec le dogme de tout nucléaire.

Mais il nous faut nous concentrer sur les cinq ans à venir et les décisions concrètes que nous devons prendre :

- faire des objectifs des 3x20 du paquet climat-énergie un objectif plancher plutôt que plafond
- abroger toutes les dispositions prises par le gouvernement qui a sabordé les filières naissantes dans les énergies renouvelables et y consacrer les investissements nécessaires
- investir dans la sobriété et l'efficacité énergétique. Avec les renouvelables, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui ne demandent qu'à se créer.
- fin 2011, une quinzaine de réacteurs auront atteint 30 ans, qu'en ferons nous ?
- un EPR est en construction, un autre est en projet, qu'en ferons nous ?

La transition énergétique et environnementale est à l'agenda du futur gouvernement, elle exige une volonté politique forte et des décisions claires et lucides. La volonté politique est dans notre texte, la lucidité est partagée. Engageons le débat avec les Français. »

# Communication



**Christophe Borgel**

« Alain Richard ne pouvait pas être parmi nous. Vous le savez, le Bureau national lui a confié la présidence d'une commission d'enquête sur le fonctionnement de la Fédération des Bouches-du-Rhône. Cette Fédération nous avait demandé, au moment d'une polémique, en pleine élection cantonale, de mettre en place une telle commission d'enquête. Le Bureau national l'a acceptée, et en a confié la présidence à Alain Richard. Cette commission s'est réunie une première fois la semaine dernière, elle a rédigé un mandat et il convient que ce soit le Conseil national qui le lui confie.

« Le Conseil national décide la création d'une commission en application de l'article 11.1 des statuts. Elle se compose de huit membres choisis à la proportionnelle, en application de l'article 1.5.1 ; sa présidence est confiée à Alain Richard. La commission est chargée de recueillir les éléments d'information utiles sur le fonctionnement de la Fédération des Bouches-du-Rhône. Elle présentera son rapport au Bureau national avant le 20 juin 2011. »



# Actu Primaires

**Si vous êtes adhérent du PS, mais n'êtes pas en capacité d'être inscrit sur les listes électorales (vous n'êtes pas majeur ou vous n'êtes pas de nationalité française) vous pourrez voter aux Primaires citoyennes en vous préinscrivant sur le site des Primaires.**

Munissez-vous de votre pièce d'identité et de votre numéro d'adhérent puis connectez-vous sur le site [lesprimairescitoyennes.fr](http://lesprimairescitoyennes.fr). En quelques clics, vous serez enregistré dans le corps électoral des Primaires. Au mois de septembre, une fois l'ensemble des bureaux de vote Primaires constitués, un message électronique vous sera envoyé pour vous indiquer l'adresse exacte de votre lieu de vote.

Les 9 et 16 octobre 2011, il ne vous restera plus qu'à produire la pièce d'identité déclarée sur le site, à signer la charte et à contribuer à hauteur d'un euro minimum et à glisser votre bulletin dans l'urne !

Le formulaire de pré-inscription sera mis en ligne dès le 16 mai et demeurera accessible jusqu'au 13 juillet 2011. Inscrivez-vous dès maintenant sur le site des Primaires pour être alerté de l'ouverture du formulaire qui vous concerne !

**PS** 

**Venez à  
la Convention nationale  
du samedi 28 mai !**



PROJET SOCIALISTE 2012

**LE CHANGEMENT**



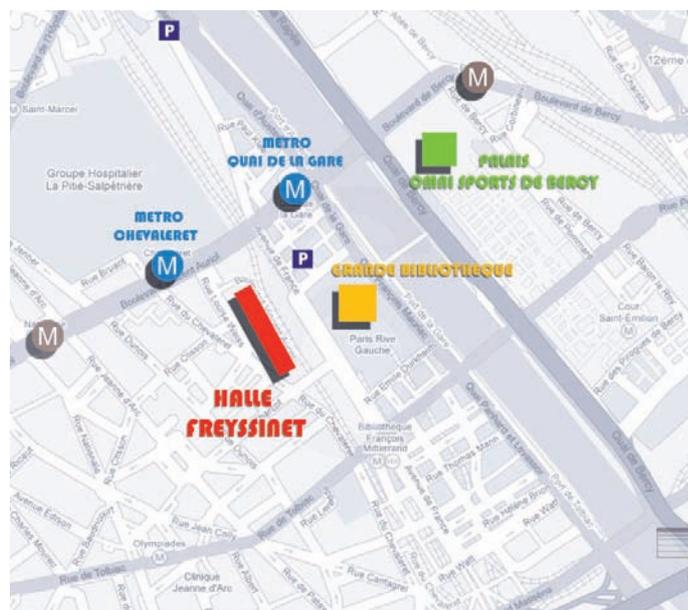
## Plan d'accès Halle Freyssinet

### Métro

Ligne 6, station Chevaleret ou Quai de la gare

### Bus

Lignes 27, 62, 64 et 89



PROJET SOCIALISTE 2012

**LE CHANGEMENT**

**Vote le  
19 mai 2011  
de 17h à 22h**

## Bulletin de vote Projet socialiste 2012

- Oui
- Non
- Abstention